

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1961-1962.

REUNION DU 22 MARS 1962.

Projet de loi relatif à la pension de retraite et de survie des ouvriers et des employés.

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DE L'EMPLOI, DU TRAVAIL ET DE LA
PREVOYANCE SOCIALE (1)
PAR M. **MOULIN**.

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre Commission s'est réunie pour l'examen du projet de loi relatif à la pension de retraite et de survie des ouvriers et des employés la première fois le 8 mars 1962.

Préalablement à l'exposé de l'honorable Ministre de la Prévoyance Sociale, un membre pose la question de savoir si avant d'aborder le sujet il ne convenait pas d'attendre que la Chambre des Représentants se soit définitivement prononcée sur les amendements réservés et sur l'ensemble du projet.

S'appuyant sur des précédents et vu l'urgence d'aboutir rapidement au vote final du projet, la majorité des Commissaires estime que l'exposé du projet que se propose de faire M. le Ministre à la Commission pouvait, sans pour cela créer des difficultés, être entendu au cours de la séance, quitte à suspendre la discussion jusqu'à ce que le vote soit intervenu à la Chambre.

L'auteur de la proposition n'insistant pas, la Commission entend l'exposé du Ministre de la Prévoyance Sociale.

(1) Les membres suivants ont participé aux délibérations de la Commission :

MM. Troclet, président; Bertinchamps, Beulers, Debucquoy, Derore, Deruelles, Devuyt, Mlle Driessen, MM. Robert Houben, Ledoux, Magé, Martens, Merchiers, Pede, Remson, Simoens, Smet, Uselding, Vandeputte et Moulin, rapporteur.

R. A 6269.

Voir :

Document du Sénat :

160 (Session de 1961-1962) : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 1961-1962.

VERGADERING VAN 22 MAART 1962.

Ontwerp van wet betreffende het rust- en overlevingspensioen voor arbeiders en bedienden.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE
TEWERKSTELLING, DE ARBEID EN DE
SOCIALE VOORZORG (1) UITGEBRACHT
DOOR DE HEER **MOULIN**.

DAMES EN HEREN,

Uw Commissie is op 8 maart 1962 een eerste maal bijeengekomen om het ontwerp van wet betreffende het rust- en overlevingspensioen voor arbeiders en bedienden te bespreken.

Vóór de uiteenzetting van de Minister van Sociale Voorzorg vroeg een lid of met de behandeling van het ontwerp niet gewacht diende te worden tot de Kamer van Volksvertegenwoordigers zich definitief had uitgesproken over de aangehouden amendementen en het geheel van het ontwerp.

De meerderheid van de Commissie beriep zich evenwel op precedenten en op de noodzaak om ten spoedigste tot overeenstemming te komen en was van oordeel dat de uiteenzetting die de Minister voornemens was voor de Commissie te houden zonder bezwaar op die vergadering kon worden gehoord, met dien verstande dat de bespreking eventueel kon worden geschorst tot dat de eindstemming in de Kamer zou zijn uitgebracht.

De indiener van dit voorstel drong niet verder aan en de Commissie hoorde de uiteenzetting van de Minister van Sociale Voorzorg.

(1) De volgende leden hebben aan de beraadslagingen van de Commissie deelgenomen :

De heren Troclet, voorzitter; Bertinchamps, Beulers, Debucquoy, Derore, Deruelles, Devuyt, Me. Driessen, de heren Robert Houben, Ledoux, Magé, Martens, Merchiers, Pede, Remson, Simoens, Smet, Uselding, Vandeputte en Moulin, verslaggever.

R. A 6269.

Zie :

Gedr. St. van de Senaat :

160 (Zitting 1961-1962) : Ontwerp overgezonden door de Kamer van Volksvertegenwoordigers.

EXPOSE DU MINISTRE DE LA PREVOYANCE SOCIALE.

Ce projet de loi réalise la seconde phase de la déclaration gouvernementale en portant les pensions aux montants suivants :

a) *ouvriers* :

40.000 francs pour les ouvriers mariés dont l'épouse n'a aucune activité professionnelle;

29.000 francs pour les travailleurs dits « isolés »;

25.000 francs pour les veuves.

b) *employés* :

Les 16 taux actuellement en vigueur pour les employés sont regroupés en 4 taux :

1° 50.000 francs;

51.000 francs;

52.000 francs;

53.333 francs.

selon l'époque d'ouverture du droit pour les employés mariés dont l'épouse n'a aucune activité professionnelle;

2° 40.000 francs;

42.000 francs;

44.000 francs;

46.339 francs.

selon l'époque d'ouverture du droit pour les employés isolés;

3° 37.800 francs;

39.000 francs;

40.300 francs;

41.800 francs.

selon l'époque d'ouverture du droit pour les employées.

Cette deuxième phase de la réalisation de la déclaration gouvernementale ne procède pas de la même méthode que celle qui a été inscrite dans la loi du 14 juillet 1961 où, pour porter les pensions à 38.500 francs, 26.800 francs et 21.500 francs respectivement pour les ouvriers mariés, les isolés et les veuves, un certain pourcentage a été appliqué sur les taux en vigueur antérieurement.

Au moment de la discussion du projet qui est devenu la loi du 14 juillet 1961, le Gouvernement a déclaré qu'il conviendrait, à l'occasion de la deuxième phase, de faire une révision fondamentale de la législation de base.

Il faut signaler encore qu'un projet de loi concernant les assurés libres sera déposé incessamment. En effet, le problème est urgent étant donné que le barème des majorations de rente après enquête sur les ressources s'arrête à l'année de naissance de 1897 pour les hommes. Les crédits nécessaires à ce secteur ont été prévus au budget.

UITEENZETTING VAN DE MINISTER VAN SOCIALE VOORZORG.

Het ontwerp van wet behelst de uitvoering van de tweede fase van de Regeringsverklaring door de pensioenen te verhogen tot de volgende bedragen :

a) *arbeiders* :

40.000 frank voor de gehuwde arbeiders wier echtgenote geen beroepsactiviteit uitoefent;

29.000 frank voor de zogenoemde alleenstaande arbeiders;

25.000 frank voor de weduwen.

b) *bedienden* :

De 16 bedragen die thans voor de bedienden in zwang zijn, worden in slechts vier bedragen gegroepeerd :

1° 50.000 frank;

51.000 frank;

52.000 frank;

53.333 frank,

voor de gehuwde bedienden wier echtgenote geen beroepsactiviteit uitoefent, al naar het jaar waarin het recht ingaat;

2° 40.000 frank;

42.000 frank;

44.000 frank;

46.339 frank,

voor de alleenstaande bedienden, al naar het jaar waarin het recht ingaat;

3° 37.800 frank;

39.000 frank;

40.300 frank;

41.800 frank,

voor de vrouwelijke bedienden, al naar het jaar waarin het recht ingaat.

In de tweede fase van de tenuitvoerlegging van de regeringsverklaring wordt niet dezelfde methode toegepast als in de wet van 14 juli 1961, waar de vroeger geldende bedragen met een zeker percentage werden verhoogd om de pensioenen respectievelijk op 38.500 frank, 26.800 frank en 21.500 frank te brengen, voor de gehuwde arbeiders, de alleenstaanden en de weduwen.

Tijdens de bespreking van het ontwerp dat de wet van 14 juli 1961 is geworden, heeft de Regering verklaard dat de basiswetgeving in de tweede fase grondig moest worden herzien.

Opgemerkt moet nog worden dat eerlang een ontwerp van wet betreffende de vrij verzekerden zal worden ingediend. Het probleem is immers spoedeisend geworden omdat de schaal van de rentebijlagen na onderzoek van de bestaansmiddelen, voor de mannen, niet verder reikt dan het geboortjaar 1897. De daartoe vereiste kredieten zijn op de begroting uitgetrokken.

Quant au régime des mineurs et des marins naviguant sous pavillon belge, le Gouvernement prendra des mesures afin d'augmenter les pensions de ces catégories de travailleurs en due proportion.

Toutefois, ces mesures peuvent être prises par arrêté royal et aucun problème financier ne se pose dans ce secteur parce que, d'une part, en ce qui concerne les mineurs, les sommes nécessaires ont été prévues au budget et, d'autre part, en ce qui concerne les marins, la situation financière du régime permet les augmentations sans relèvement des cotisations.

**

Il convient d'attirer l'attention sur le fait que le problème financier constituait pour le Gouvernement le point crucial dans l'élaboration de son projet. Le Gouvernement a voulu respecter l'accord de programmation sociale qui est intervenu entre les organisations des employeurs et des travailleurs en date du 11 mai 1960.

Rappelons que cet accord a prévu l'accroissement des charges sur le plan interprofessionnel pour la période expirant fin 1962; que d'autre part il prévoit que les partenaires doivent se revoir lorsque des nouvelles charges de caractère social leur seront imposées.

Compte tenu de ces dispositions et acquiesçant à la demande formulée par les partenaires sociaux, le Gouvernement a entamé des discussions avec les partenaires sociaux, discussions qui, après un certain temps, sont devenues des négociations.

Ces discussions ou négociations ont débuté au mois de septembre de l'année passée et c'est en date du 17 janvier 1962 que le Gouvernement en a tiré les conclusions.

Ce sont ces conclusions qui sont à la base du projet de loi en discussion.

Le Ministre insiste sur le fait qu'il ne s'agit pas d'un accord entre le Gouvernement et les partenaires sociaux, mais qu'on peut admettre que, dans l'ensemble, les conclusions du Gouvernement ont été acceptées.

Le temps pris par les discussions avec les partenaires sociaux résulte du fait que, d'une part, dans la déclaration gouvernementale, une date était prévue pour les augmentations à intervenir et que, d'autre part, en cours de discussion, une partie des partenaires sociaux ont soulevé le problème des allocations familiales.

Comme la déclaration gouvernementale n'avait pas été formelle quant à la date de mise en application de sa politique familiale et démographique projetée, le Gouvernement a décidé que les nouvelles mesures envisagées prendraient cours à partir du 1^{er} octobre 1962.

Par souci de la clause prérapplée inscrite dans l'accord de programmation sociale et en vue de donner satisfaction aux partenaires sociaux, le projet en discussion ne prévoit aucun accroissement des charges patronales ou salariales durant l'année 1962.

**

Si aucun problème de financement ne se pose pour le moment dans le secteur des employés (il résulte en effet du plan de financement annexé au projet de loi

Wat betreft de regeling voor de mijnwerkers en de zeevarenden onder Belgische vlag zal de Regering maatregelen nemen om hun pensioenen tot een zodanig bedrag als nodig is te verhogen.

Deze maatregelen kunnen evenwel genomen worden bij koninklijk besluit; in deze sector rijzen immers geen financiële problemen omdat, wat betreft de mijnwerkers, de vereiste bedragen op de begroting zijn uitgetrokken en, wat betreft de zeelieden, de financiële toestand van het stelsel zo gunstig is dat de verhogingen kunnen worden toegekend zonder de bijdragen te vermeerderen.

**

De financiering was voor de Regering het moeilijkste probleem bij de voorbereiding van het ontwerp. De Regering wenste immers de overeenkomst inzake sociale programmatie na te leven, die tussen de verenigingen van werkgevers en werknemers op 11 mei 1960 werd afgesloten.

Deze overeenkomst bepaalde de verhoging van de lasten op het interprofessionele vlak voor de periode tot einde 1962 en stelde voorts dat de partners opnieuw overleg zullen plegen wanneer hun nieuwe sociale lasten mochten worden opgelegd.

Als gevolg daarvan en ingaande op het verzoek van de sociale partners, heeft de Regering met hen besprekingen gevoerd die na een zekere tijd onderhandelingen zijn geworden.

Deze besprekingen of onderhandelingen begonnen in september van vorig jaar maar eerst op 17 januari 1962 heeft de Regering er conclusies uit getrokken.

Deze conclusies liggen aan het tegenwoordige ontwerp van wet ten grondslag.

De Minister verklaart nadrukkelijk dat de Regering met de sociale partners geen akkoord heeft afgesloten maar dat geredelijk mag worden aangenomen dat de conclusies van de Regering over 't algemeen aanvaard werden.

De besprekingen met de sociale partners hebben zoveel tijd gevraagd enerzijds omdat in de regeringsverklaring een datum was bepaald voor de in uitzicht gestelde verhogingen en anderzijds omdat een fractie van de sociale partners gedurende de besprekingen het probleem van de kinderbijslag te berde gebracht heeft.

Aangezien de regeringsverklaring evenwel niet formeel was wat betreft de datum van de tenuitvoerlegging van de voorgenomen demografische en gezinspolitiek besloot de Regering de nieuwe voorgenomen maatregelen te doen ingaan op 1 oktober 1962.

Ten einde het vorengenoemde beding te eerbiedigen dat in het sociaal programmatische akkoord is neergelegd en aan de sociale partners voldoening te geven, voorziet het ontwerp dat de bijdragen van werkgevers en werknemers gedurende het jaar 1962 niet zullen worden verhoogd.

**

In de sector bedienden rijzen op dit ogenblik geen financieringsmoeilijkheden (uit het financieringsplan dat bij het ontwerp van wet is gevoegd blijkt immers

qu'en 1971 ce secteur disposera d'une réserve de l'ordre de 13 milliards de francs), le problème est tout autre en ce qui concerne le secteur des ouvriers, un déséquilibre important entre les recettes et les dépenses se manifestant dès à présent.

En d'autres termes, sans prévoir de nouvelles dépenses, il aurait été nécessaire que le Gouvernement se présente devant le Parlement pour prévoir de nouveaux moyens de financement.

Ce déséquilibre trouve son origine notamment dans l'accroissement général de la longévité.

Afin d'équilibrer le financement du secteur des pensions pour ouvriers, il est prévu que la cotisation est portée de 9 à 12,5 p.c. par quatre augmentations annuelles; cette augmentation de 3,5 p.c. est mise à charge des employeurs à concurrence de 2,5 p.c. et à charge des travailleurs à concurrence de 1 p.c.

De son côté, l'Etat porte son intervention de 1 milliard 676 millions en 1962 à 2 milliards 750 millions à partir de 1966.

Le plan de financement tel qu'il est annexé au projet peut être caractérisé de la façon suivante : en ce qui concerne les ressources on s'est inspiré des données du bureau de programmation mais en restant en deça de leurs prévisions; en ce qui concerne les dépenses l'estimation a été prudente en ce sens qu'elle est basée sur les données actuelles en ce qui concerne l'évolution de la longévité.

C'est en tenant compte des données du plan de financement que le projet a été élaboré.

*
**

En ce qui concerne la technique du projet, il faut distinguer entre, d'une part, les pensionnés actuels et, d'autre part, les pensionnés futurs.

Pour ce qui est des pensionnés actuels, le projet consacre les droits acquis en portant la pension à un minimum garanti.

Il est à signaler d'ailleurs qu'à la suite des discussions qui ont eu lieu à la Commission de la Chambre, ce minimum garanti a été prévu même pour les personnes dont la pension n'a pas effectivement pris cours avant le 1^{er} janvier 1962, date normale d'application de la nouvelle loi, notamment pour les personnes dont la pension aurait pu prendre cours parce qu'elles avaient l'âge normal de la pension à cette date et pour celles qui ont introduit une demande avant le 1^{er} mars 1962.

Quant aux pensionnés de l'avenir, le projet se caractérise par une nouvelle structure qui se base sur les principes des lois des 29 décembre 1953, 21 mai 1955 et 12 juillet 1957.

Les principes inscrits dans ces différentes lois peuvent être résumés comme suit : la pension doit être proportionnelle à la carrière d'une part, et au salaire moyen de la carrière d'autre part.

Il était dès lors logique d'abandonner le principe du minimum garanti qui se justifie lorsque la pension est d'un niveau relativement bas, mais ne se justifie plus lorsqu'on se rapproche de la moyenne des salaires réels.

dat deze sector in 1971 over een reserve van nagenoeg 13 miljard frank zal beschikken), maar dit is niet het geval wat betreft de sector arbeiders die nu reeds een belangrijk tekort van de ontvangsten op de uitgaven te zien geeft.

Met andere woorden gezegd, de Regering had ook, zonder in nieuwe uitgaven te voorzien, voor het Parlement moeten komen om nieuwe financieringsmiddelen te vragen.

Dat tekort is onder meer het gevolg van de algemene verlenging van de levensduur.

Met het oog op het financiële evenwicht in de sector van de arbeiderspensioenen is bepaald dat de bijdrage van 9 op 12,5 t.h. wordt gebracht in vier jaarlijkse verhogingen; deze verhoging met 3,5 t.h. komt voor 1 t.h. ten laste van de werknemers en voor 2,5 t.h. ten laste van de werkgevers.

De Staat zal zijn deelneming van 1 miljard 676 miljoen in 1962 verhogen tot 2 miljard 750 miljoen in 1966.

Het financieringsplan dat bij het ontwerp is gevoegd kan worden gekenschetst als volgt : wat betreft de inkomsten is men uitgegaan van de gegevens verstrekt door het programmabureau maar men is toch beneden deze ramingen gebleven; de uitgaven zijn voorzichtig geschat in die zin dat men de huidige cijfers van de ontwikkeling van de levensduur als grondslag heeft genomen.

Het ontwerp is voorbereid met inachtneming van het financieringsplan.

*
**

Wat betreft de techniek van het ontwerp moet een onderscheid worden gemaakt tussen de huidige gepensioneerden en de toekomstige gepensioneerden.

Het ontwerp bekrachtigt de verkregen rechten van de huidige gepensioneerden door het pensioen tot een gewaarborgd minimum te verhogen.

Op te merken valt trouwens dat dit gewaarborgd minimum, na de besprekingen in de Kamercommissie, ook in uitzicht is gesteld voor degenen wier pensioen niet werkelijk is ingegaan vóór 1 januari 1962, de normale datum waarop de nieuwe wet van toepassing wordt, en met name voor degenen wier pensioen had kunnen ingaan omdat zij op die datum de normale pensioengerechtigde leeftijd hadden bereikt en voor degenen die vóór 1 maart 1962 een aanvraag hebben ingediend.

Voor de toekomstige gepensioneerden voorziet het ontwerp in een nieuwe structuur die berust op de beginselen van de wetten van 29 december 1953, 21 mei 1955 en 12 juli 1957.

De beginselen die in deze wetten zijn neergelegd kunnen worden samengevat als volgt : het pensioen moet evenredig zijn met de loopbaan enerzijds en met het gemiddelde loon van de loopbaan anderzijds.

Het was derhalve logisch het principe van het gewaarborgd minimum los te laten, welk principe alleen van belang is wanneer het pensioen betrekkelijk klein is, maar geen belang meer vertoont wanneer het gemiddelde van de werkelijke lonen wordt benaderd.

Pour donner leurs pleins effets à ces principes, il faut rechercher le moyen d'augmenter l'incidence du salaire gagné dans le calcul du montant de la pension.

On a en effet constaté que par l'introduction du minimum garanti, il y a eu un aplatissement de la pyramide des pensions, de sorte que la pension ne correspondait plus à l'effort personnel des travailleurs.

On constate qu'avec le minimum garanti de 38.500 francs, à peine 200 pensionnés dépassaient ce montant, tandis que le minimum de 40.000 francs ne sera dépassé que par une cinquantaine de pensionnés à l'heure actuelle.

Dans cette perspective, le système projeté débute en 1926, ce qui a pour résultat que la pension sera calculée en tenant compte de la période de 1926 jusqu'au 31 décembre de l'année qui précède l'année au cours de laquelle la pension prend cours.

C'est ainsi que la pension qui prendra cours en 1962 ne sera plus calculée en 45 % comme antérieurement mais en 36 %, ce qui a pour conséquence que l'incidence du salaire réel pris en considération à partir de 1955 intervient pour une part plus importante qu'antérieurement dans le calcul du montant de la pension.

Citons quelques exemples :

Le travailleur qui a une carrière complète, dont la pension prend cours en 1962, qui a gagné en moyenne 5.000 francs par mois depuis 1955, aura une pension (taux ménage) de 11.000 francs environ.

Dans les mêmes conditions, s'il a gagné respectivement 7.000, 8.000, 10.000 francs, le montant de sa pension sera d'environ 11.500, 16.000, 50.000 francs.

Compte tenu de ces avantages accrus, il était équitable de demander au travailleur de justifier en principe toute la carrière et non plus, comme dans l'état actuel des choses, les quinze dernières années pour justifier d'une carrière.

Mais on ne peut pas soutenir qu'il s'agit d'une innovation absolue, étant donné que cette même carrière est déjà exigée des travailleurs qui ont une carrière mixte, ou qui sont rangés dans la catégorie des travailleurs migrants.

Sur ce point précis, notamment, la justification de la carrière depuis 1926, de longues discussions ont eu lieu en Commission de la Chambre.

Le Gouvernement entend respecter ce qu'il a dit antérieurement. Il ne cherche pas, par un système rigide, à exclure de véritables travailleurs du bénéfice de la pension pour une carrière complète, mais il entend que le régime ouvrier ne soit pas le refuge, comme c'est le cas actuellement, de ceux qui ont des droits ailleurs, c'est-à-dire qui ont eu une carrière relevant d'un autre régime de pension.

A cet égard, le Ministre renvoie à la statistique annexée au rapport établi au nom de la Commission de la Chambre, d'où il résulte que le régime des ouvriers a d'ores et déjà dépassé le taux moyen des personnes pensionnables.

Om aan deze beginselen volledige uitwerking te verlenen moet naar een middel worden gezocht om bij de berekening van het pensioenbedrag een groter gewicht te hechten aan het verdiende loon.

Het is immers een feit dat de pensioenpyramide door de invoering van het gewaarborgde minimum zodanig is afgeplat dat het pensioen niet meer overeenstemt met de persoonlijke inspanning van de arbeiders.

Bij een gewaarborgd minimum van 38.500 frank genoten nauwelijks 200 gepensioneerden meer dan dit bedrag, terwijl op dit ogenblik slechts een vijftigtal gepensioneerden meer zullen genieten dan het minimum van 40.000 frank.

Daarom neemt het nieuwe stelsel een aanvang in 1926, met het gevolg dat het pensioen zal worden berekend over de periode van 1926 tot 31 december van het jaar vóór dat waarin het pensioen ingaat.

Aldus zal het pensioen dat in 1962 ingaat niet meer in vijfenveertigsten worden berekend zoals vroeger, maar wel in zesendertigsten met het gevolg dat de weerslag van het werkelijk loon dat met ingang van 1955 in aanmerking wordt genomen, bij de berekening van het pensioenbedrag groter zal zijn dan te voren.

Enkele voorbeelden :

Een arbeider met een volledige loopbaan, wiens pensioen in 1962 ingaat en die sinds 1955 gemiddeld 5.000 frank per maand heeft verdiend, zal een pensioen (gezinsbedrag) van ongeveer 11.000 frank genieten.

In gelijke omstandigheden zal het pensioen circa 11.500 frank, 16.000 frank en 50.000 frank bedragen indien hij respectievelijk 7.000 frank, 8.000 frank en 10.000 frank heeft verdiend.

Aangezien de voordelen worden opgevoerd was het billijk te vragen dat de arbeider in principe het bewijs van de gehele loopbaan zou leveren en niet meer zoals in de huidige stand van zaken, het bewijs van de laatste vijftien jaren ten blijk van een volledige loopbaan.

Toch kan niet worden gezegd dat deze voorziening absoluut nieuw is omdat het bewijs van zulk een loopbaan reeds geëist wordt van de arbeiders met een gemengde loopbaan of van degenen die bij de migrerende arbeiders zijn ingedeeld.

Dit bepaald punt, namelijk de bewijsoverlevering van de loopbaan sinds 1926, heeft aanleiding gegeven tot omstandige besprekingen in de Kamercommissie.

De Regering is vast besloten te doen wat zij heeft beloofd. Het is niet haar bedoeling door een strakke regeling echte arbeiders uit te sluiten van het pensioen voor een volledige loopbaan, maar zij wenst toch te verhinderen dat het arbeidersstelsel, zoals nu het geval is, een toevlucht blijft voor degenen die elders rechten bezitten, namelijk degenen wier loopbaan door een andere pensioenregeling wordt beheerst.

De Minister verwijst ten deze naar de statistiek achter aan het verslag van de Kamercommissie, waaruit blijkt dat de arbeiderspensioenen reeds meer dan de gemiddelde last van de pensioneerbare personen draagt.

Le Ministre souligne à nouveau que le Gouvernement sera très souple dans l'appréciation de la carrière du véritable travailleur et que c'est dans ce but que l'article 11 du projet de loi prévoit la possibilité pour le Roi d'assimiler des périodes non prouvées à des périodes d'occupation.

Personne ne conteste d'ailleurs le bien-fondé de l'idée directrice selon laquelle chacun doit prendre les droits dans le régime dont il a relevé.

La discussion a porté uniquement sur la preuve de la carrière.

*
**

Une autre question qui reste momentanément en suspens est celle du cumul de la pension de deux époux qui ont relevé d'un même régime.

Rappelons qu'en vertu de la loi du 21 mai 1955 et de celle du 12 juillet 1957, ce cumul est interdit pour les années antérieures à 1955 (la date d'application du régime des employés a été reportée au 1^{er} janvier 1955 par un souci d'harmonisation) dans le même régime de pension, mais est autorisé intégralement lorsque les deux époux ont fait carrière dans deux régimes différents.

Personne ne conteste sérieusement que le cumul dans le même régime correspond à l'équité sociale.

Bien que le Gouvernement soit convaincu de la légitimité de la revendication dans ce domaine, il ne lui est pas possible d'accepter actuellement une modification sur ce point.

En effet, comme il a été exposé ci-avant, le régime des pensions soumis à vos délibérations est basé sur un plan de financement que le Gouvernement désire respecter.

Toutefois, le Gouvernement a proposé d'inscrire le principe de la modification des règles actuellement en vigueur dans la mesure où les moyens financiers permettront d'augmenter les dépenses.

Pour terminer, le Ministre commente brièvement les différentes dispositions faisant l'objet des titres III et suivants.

*
**

Au cours d'une séance suivante et le projet de loi ayant été accepté entre-temps par la Chambre des Représentants, le Ministre expose à nouveau les deux points qui étaient finalement restés en discussion devant la Chambre.

Il s'agit d'une part du cumul des pensions de deux époux qui ont été occupés dans le même régime de pension, et d'autre part la preuve de la carrière surtout pour la période avant 1945.

En ce qui concerne le cumul, le Ministre renvoie d'abord aux explications qu'il a fournies au cours de la séance précédente et fait remarquer que finalement, la Chambre a accepté la formule transactionnelle proposée par le Gouvernement (voir article 3, alinéa 2 et article 8, alinéa 2).

De Minister verklaart opnieuw dat de Regering zeer soepel zal te werk gaan bij de beoordeling van de loopbaan van de werkelijke arbeider en dat artikel 11 van het ontwerp van wet met het oog daarop bepaalt dat de Koning niet-bewezen perioden met perioden van tewerkstelling zal kunnen gelijkstellen.

Niemand betwist trouwens de gegrondheid van de gedachte die als richtsnoer voor het ontwerp dient en volgens welke eenieder aanspraak moet maken op zijn rechten in de regeling waaronder hij ressorteert.

De bespreking had uitsluitend betrekking op het bewijs van de loopbaan.

*
**

Een ander probleem, dat voorlopig aangehouden blijft, is dat van de cumulatie van het pensioen door echtgenoten die onder dezelfde regeling ressorteerden.

Men vergeet niet dat zulk een cumulatie krachtens de wet van 21 mei 1955 en 12 juli 1957 voor de aan 1955 voorafgaande jaren (de datum waarop de regeling voor bedienden toepasselijk is werd uit overwegingen van harmonisatie tot 1 januari 1955 verschoven) verboden is in hetzelfde pensioenstelsel, maar integraal toegelaten wordt wanneer beide echtgenoten hun loopbaan hebben doorgebracht onder twee verschillende stelsels.

Dat cumulatie in dezelfde regeling sociaal gerechtvaardigd is wordt door niemand ernstig betwist.

Hoewel de Regering overtuigd is van de billijkheid van de gestelde eis, is het haar toch niet mogelijk thans een wijziging op dit punt te aanvaarden.

Zoals hiervoren is gezegd berust de behandelde pensioenregeling immers op een financieringsplan waaraan de Regering de hand wenst te houden.

Zij heeft evenwel voorgesteld het principe van de wijziging van de thans geldende regelen aan te nemen in zoverre de financiële middelen het mogelijk maken de uitgaven te verhogen.

Tot besluit levert de Minister een beknopte commentaar van de verschillende bepalingen onder titel III en volgende.

*
**

Op een volgende vergadering, toen het ontwerp van wet in de Kamer van Volksvertegenwoordigers was aangenomen, komt de Minister terug op de twee punten die ten slotte in de Kamer werden aangehouden.

Deze punten betreffen enerzijds de cumulatie van pensioen door twee echtgenoten die onder dezelfde pensioenregeling vielen en anderzijds de bewijslevering van de loopbaan met name voor de periode van vóór 1945.

Wat betreft de cumulatie verwijst de Minister allereerst naar de uitleg die hij verstrekt heeft op de vorige vergadering en merkt hij op dat de Kamer ten slotte het transactionele voorstel van de Regering heeft aangenomen (zie artikel 3, lid 2, en artikel 8, lid 2).

La portée de l'amendement du Gouvernement peut être définie comme suit : il est reconnu que le système actuellement en vigueur est indéfendable si l'on tient compte du fait que le cumul interrégime est autorisé.

Le Gouvernement inscrit dès lors dans son texte le principe de la modification de cette règle. Toutefois, cette modification est conditionnée par l'évolution favorable du financement du régime.

Ce principe étant inscrit dans le texte, le Gouvernement s'est solennellement engagé devant la Chambre de faire rapport sur les possibilités de modification avant le 1^{er} janvier 1964.

Quant à la preuve de la carrière de 1926 au 31 décembre précédant l'année au cours de laquelle la pension prend cours, le Ministre rappelle les avantages du projet et notamment le fait que le minimum de 40.000 francs est garanti pour tous les pensionnés actuels qui ont prouvé une carrière complète et que les carrières incomplètes sont réajustées sur ce montant; que l'instauration du régime définitif est accélérée ce qui a pour conséquence directe que les salaires réels ont une incidence accrue dans le calcul du montant de la pension. Mais en contrepartie des avantages, il fallait être plus strict pour la preuve de la carrière et il faut éviter que le régime des ouvriers prenne à sa charge des montants afférents à des fractions de carrière qui normalement doivent incomber à d'autres régimes.

Le Ministre insiste à nouveau sur le fait qu'à la Chambre, personne n'a contesté ce principe fondamental de la loi et que la seule discussion a porté sur le mode de preuve de la carrière.

Le Gouvernement n'a toutefois pas pu admettre la continuation du système actuellement en vigueur qui met à charge du régime des ouvriers ou des employés la totalité de la dépense, alors que le travailleur ne prouve que 1/3 au maximum de sa carrière. Il se voit, afin de respecter ses engagements envers les partenaires sociaux, dans l'obligation d'exiger la preuve de toute la carrière.

Il convient d'ailleurs de remarquer qu'il ne s'agit pas d'une innovation en la matière, étant donné que certaines catégories de bénéficiaires doivent déjà prouver la totalité de la carrière, notamment les bénéficiaires d'une carrière mixte ou les travailleurs qui ont eu une carrière reprise par un accord international.

D'autre part, de la discussion s'est dégagé incontestablement l'accord que le travailleur doit en tout cas, pour pouvoir bénéficier d'une carrière complète homogène, prouver qu'à partir de 1945, il a été occupé pendant toute la période en la même qualité et cette preuve doit être apportée uniquement par les versements faits à la Sécurité sociale ou dans le cadre des lois coordonnées sur l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré pour la période où la sécurité sociale n'était pas encore applicable à la catégorie à laquelle le travailleur appartenait.

De strekking van het amendement van de Regering kan als volgt worden omschreven . toegegeven wordt dat de huidige regeling niet te verdedigen is wanneer men rekening houdt met het feit dat cumulatie in twee regelingen toegelaten is.

De Regering legt derhalve in haar tekst het beginsel van de wijziging van deze regel neer. Deze wijziging zal evenwel afhangen van de gunstige ontwikkeling van de financiering.

Na dit principe in de tekst te hebben neergelegd ging de Regering voor de Kamer plechtig de verbintenis aan om nopens de mogelijkheden van wijziging verslag uit te brengen voor 1 januari 1964.

Wat betreft het bewijs van de loopbaan van 1926 tot 31 december vóór het jaar waarin het pensioen ingaat, wijst de Minister op de voordelen die het ontwerp verleent en met name op het minimum van 40.000 frank dat wordt gewaarborgd voor alle huidige gepensioneerden die hebben doen blijken van een volledige loopbaan alsmede op de aanpassing van de onvolledige loopbanen aan dit bedrag; bovendien wordt de invoering van de definitieve regeling versneld wat rechtstreeks tot gevolg heeft dat de werkelijke lonen een groter gewicht krijgen bij de berekening van het pensioenbedrag. Maar als tegenprestatie voor deze voordelen moest men wel strenger zijn inzake de bewijsoverlevering van de loopbaan en dient te worden vermeden dat de arbeiderspensioenen lasten moeten dragen die betrekking hebben op gedeeltelijke loopbanen die normaal ten bezware van andere pensioenregelingen dienen te komen.

De Minister onderstreept het feit dat het grondbeginsel van de wet in de Kamer door niemand is betwist en dat de bespreking uitsluitend betrekking had op de bewijsoverlevering.

De Regering kon evenwel niet aannemen dat de huidige regeling van kracht zou blijven en dat de uitgaaf aldus geheel ten bezware van de arbeiders- of de bediendenpensioenen zou komen alhoewel de werknemer ten hoogste slechts een derde van zijn loopbaan bewijst. Zij is verplicht te eisen dat de gehele loopbaan wordt bewezen om haar verbintenissen tegenover de sociale partners na te leven.

Op te merken valt bovendien dat dit niet nieuw is aangezien sommige categorieën van begunstigten, zoals die met een gemengde loopbaan of de werknemers die onder een internationaal akkoord vallen, nu reeds het bewijs van de gehele loopbaan moeten leveren.

Aan de andere kant is uit de bespreking onbetwistbaar gebleken dat algemene overeenstemming bestaat omtrent de eis dat de werknemer, om een volledige homogene loopbaan te kunnen genieten, in ieder geval moet bewijzen dat hij van 1945 af over de gehele periode in dezelfde hoedanigheid was te werk gesteld en dat dit bewijs uitsluitend moet worden geleverd met de storting aan de sociale zekerheid of in het kader van de samengevatte wetten betreffende de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegtijdige dood over de periode gedurende welke de sociale zekerheid nog niet toepasselijk was op de categorie waarbij de arbeider was ingedeeld.

Il en résulte que le point restant en discussion était la preuve de la carrière se situant avant le 1^{er} janvier 1945.

Le Gouvernement s'est engagé à rechercher un système très souple pour faciliter l'administration de la preuve d'activité pour cette période.

C'est dans cette optique qu'il faut voir l'article 11 du projet.

Il n'entre en effet pas dans l'intention du Gouvernement d'exclure un véritable travailleur du bénéfice de la pension complète.

Un problème spécial se pose encore pour les veuves qui — tout le monde s'en rend compte — sont parfois dans l'impossibilité d'apporter la preuve de la carrière de leur mari, notamment avant le mariage. C'est tenant compte de cette difficulté réelle que le Gouvernement prévoira dans le projet d'arrêté royal à prendre en exécution de l'article 11, des facilités spéciales pour les veuves.

Pour conclure, le Ministre insiste auprès des membres de la Commission pour qu'ils activent leurs travaux afin de ne plus retarder plus longtemps la liquidation des nouveaux taux qui sont souhaités par tous les pensionnés.

QUESTIONS PRELIMINAIRES.

Un commissaire fait observer que le projet n'a pas été soumis à l'avis préalable du Conseil d'Etat. Compte tenu des explications consignées à cet égard dans le rapport fait au nom de la Commission de la Chambre, il souhaite être mis en possession de l'avis qui a été donné par le Conseil, bien que cet avis ne porte pas sur le texte présenté en définitive.

Le Ministre fait distribuer cet avis en séance, à tous les membres présents.

Il attire toutefois l'attention des membres sur le fait que le Conseil d'Etat n'a pas émis de considération sur les dispositions relatives au financement.

C'est en raison du fait que le texte a été modifié après l'avis du Conseil d'Etat sur ce point que cet avis n'a pas été annexé au projet de loi.

Un commissaire interroge le Ministre sur le point de savoir si le Gouvernement pourrait accepter des amendements ne portant pas sur le fond mais ayant uniquement pour but de préciser la façon dont sera apportée la preuve de la carrière avant 1945.

Le Ministre fait observer qu'il n'appartient pas au Gouvernement d'interdire aux Membres du Pouvoir législatif de faire usage de leurs prérogatives. Il insiste toutefois sur le fait que le dépôt d'amendements n'est pas souhaitable parce que, d'une part, il devrait les combattre et que, d'autre part, l'adoption peut retarder considérablement la liquidation des nouveaux taux.

**

Het enige betwiste punt was dan ook de bewijslevering van de loopbaan vóór 1 januari 1945.

De Regering heeft zich verbonden om een zeer soepele regeling tot stand te brengen ten einde de bewijslevering van de werkzaamheid gedurende die periode te vergemakkelijken.

Artikel 11 van het ontwerp moet in dat licht worden gezien.

Het is immers niet de bedoeling van de Regering een echte arbeider van het volledig pensioen uit te sluiten.

Een bijzonder probleem rijst nog met betrekking tot de weduwen waarvan iedereen aanneemt dat zij soms onmogelijk het bewijs van de loopbaan van hun man, zeker niet vóór het huwelijk, kunnen leveren. Daarom zal de Regering met deze werkelijke moeilijkheid rekening houden en in het besluit dat ter uitvoering van artikel 11 moet worden genomen, bijzondere faciliteiten voor de weduwen bepalen.

Tot besluit dringt de Minister erop aan dat de commissie haar werkzaamheden zou bespoedigen ten einde de vereffening van de nieuwe pensioenen, waarop alle gepensioneerden wachten, niet meer te vertragen.

VOORAFGAANDE VRAGEN.

Een lid merkt op dat het ontwerp niet te voren aan het advies van de Raad van State is voorgelegd. In het verslag namens de Kamercommissie is hieromtrent uitleg verstrekt en het lid wenst dan ook in het bezit te worden gesteld van het advies dat de Raad heeft uitgebracht, hoewel het de tekst die ten slotte is ingediend, niet raakt.

De Minister laat het advies ter vergadering aan alle aanwezige leden ronddelen.

Hij vestigt evenwel de aandacht van de leden erop dat de Raad van State geen opmerkingen heeft gemaakt betreffende de financiering.

Dat het advies van de Raad van State niet bij het ontwerp van wet was gevoegd is het gevolg van het feit dat de tekst ervan werd gewijzigd na het advies van de Raad.

Een lid vraagt aan de Minister of de Regering amendementen kan aannemen die niet de grond van het ontwerp raken maar uitsluitend tot doel hebben nader te bepalen hoe het bewijs van de loopbaan vóór 1945 kan worden geleverd.

De Minister merkt op dat het de Regering niet toekomt aan de leden van de Wetgevende Macht te verbieden gebruik te maken van hun prerogatieven. Hij verklaart evenwel nadrukkelijk dat het niet wenselijk is amendementen in te dienen enerzijds omdat hij ze zal moeten bestrijden en anderzijds omdat de aanneming ervan de vereffening van de nieuwe bedragen aanzienlijk zou kunnen vertragen.

**

DISCUSSION.

Un commissaire commence par constater que les plus chauds défenseurs de l'actuel projet se retrouvent parmi les représentants de milieux qui ont toujours invoqué la solidarité alors que maintenant, par le projet, les pensions sont de plus en plus individualisées.

Le projet en discussion avantage incontestablement les travailleurs qui ont eu la chance de gagner un salaire élevé, d'être occupés dans de grands centres industriels et qui de ce fait prouveront plus facilement toute la carrière.

Mais le projet désavantage incontestablement les travailleurs de communes rurales ou de régions non industrialisées qui ont dû chercher leur gagne-pain dans des centres éloignés, qui ont dû faire des saisons et qui ont dû changer souvent d'employeur.

Il attire spécialement l'attention sur les travailleurs frontaliers.

Il insiste sur le fait que des travailleurs qui ont été en chômage avant-guerre ou qui ont été malades et qui n'ont pas pu bénéficier d'une législation telle qu'elle existe maintenant, rencontreront de grandes difficultés pour justifier leur carrière depuis 1926.

Il attire en outre l'attention du Gouvernement sur le fait que des veuves qui n'ont connu leur mari que pendant la période de récession économique, auront difficile à reconstituer la carrière du conjoint pendant et avant cette période.

Il regrette que, pour ces raisons, on ait cru devoir rompre avec le principe de la solidarité et qu'il faille à nouveau en revenir au système de preuve depuis 1926.

Un commissaire commence par constater la rigueur du projet. Il admet toutefois que par l'A. R. qui doit intervenir sur base de l'article 11, cette rigueur peut être considérablement atténuée.

Pour sa part, il préférerait un système plus facile mais il reconnaît que ce serait au risque de faire du régime des pensions des ouvriers un régime résiduaire.

Il demande au Ministre s'il ne serait pas possible que l'Administration intervienne activement pour la reconstitution des carrières des travailleurs et notamment par la décentralisation des services. Par exemple, l'inspection sociale ne pourrait-elle pas organiser des bureaux régionaux qui aideraient à la recherche systématique des preuves de la carrière.

En ce qui concerne le mode de calcul des pensions pour les pensionnés de l'avenir, il reconnaît qu'il est de nature à accélérer le raccourcissement de la période transitoire, mais il fait observer que pour les années non prouvées, il entraînera une réduction plus forte de la pension et que, dans certains cas, on se trouvera en présence de situations défavorisées.

En ce qui concerne le régime des employés, il demande s'il faut entendre que le système de la capitalisation individuelle est maintenu.

En outre, il voudrait être éclairé d'une manière plus précise sur le sort que l'on entend réserver aux fonds B, de répartition, ainsi qu'au fonds de réserve des redevances.

BESPREKING.

Een lid merkt op dat de warmste verdedigers van het huidige ontwerp thans te vinden zijn bij de vertegenwoordigers van de kringen die altijd op solidariteit hebben gestaan, en zulks niettegenstaande het ontwerp de pensioenen nu nog meer individualiseert.

Het ontwerp bevoordeelt onbetwistbaar de werknemers die het geluk hebben gehad een hoog loon te verdienen, werkzaam te zijn geweest in grote industriële centra en aldus gemakkelijker hun gehele loopbaan zullen kunnen bewijzen.

Maar het ontwerp benadeelt onbetwistbaar de werknemers van de plattelandsgemeenten of de niet geïndustrialiseerde streken, die verplicht geweest zijn in verafgelegen centra te gaan arbeiden, seizoenarbeid hebben moeten verrichten of verplicht waren dikwijls van werkgever te veranderen.

Hij vraagt vooral aandacht voor de grensarbeiders.

De werknemers, aldus dit lid, die vóór de oorlog werkloos of ziek zijn geweest en die geen regeling konden genieten zoals ze thans bestaan, zullen het zeer moeilijk hebben om hun loopbaan sinds 1926 te bewijzen.

Hij vestigt bovendien de aandacht van de Regering erop dat de weduwen die hun man slechts hebben gekend gedurende de economische recessie, bezwaarlijk zijn loopbaan gedurende en vóór die periode opnieuw zullen kunnen samenstellen.

Daarom betreurt hij het dat men van oordeel was het beginsel van de solidariteit te mogen ter zijde schuiven en opnieuw de bewijzlevering van de periode sinds 1926 te moeten eisen.

Een lid constateert dat het ontwerp streng is, maar geeft toch toe dat deze strengheid in grote mate kan worden gemilderd bij het besluit dat op grond van artikel 11 moet worden genomen.

Hij geeft de voorkeur aan een minder strenge regeling maar neemt aan dat de pensioenregeling voor de arbeiders in dat geval een residuaire regeling zou kunnen worden.

Hij vraagt aan de Minister of de administratie niet actief zou kunnen medewerken bij de wedersamenstelling van de loopbaan van de arbeiders, wat bereikt zou kunnen worden door de decentralisatie van de diensten. Zou de arbeidsinspectie bijvoorbeeld geen gewestelijke bureaus kunnen oprichten die zouden helpen bij het systematisch zoeken naar de bewijzen van de loopbaan.

Hij geeft toe dat de inkorting van de overgangperiode in versneld tempo tot stand zal kunnen komen door de pensioenen te berekenen zoals voor de toekomst is bepaald, maar merkt op dat de pensioenen voor de niet bewezen jaren aldus aanzienlijk kleiner zullen zijn en dat minder gunstige toestanden zullen voorkomen.

Hij vraagt of de regeling voor bedienden aldus moet worden opgevat dat de individuele kapitalisatie gehandhaafd blijft.

Bovendien wenst hij nadere inlichtingen omtrent de bedoelingen ten aanzien van het omslagfonds B en het reservefonds van de bijdragen.

Un commissaire, revenant sur l'exposé fait antérieurement par un autre commissaire, signale qu'un nombre considérable de travailleurs seront pratiquement dans l'impossibilité de prouver leur carrière du fait qu'ils ont été au chômage pendant la période de récession économique et qu'ils n'ont pas pu bénéficier des indemnités de chômage parce qu'ils ne remplissaient pas les conditions de l'état de besoin.

Il faut absolument, à son avis, rechercher une facilité pour ces travailleurs.

Un autre commissaire attire l'attention du Gouvernement sur le fait que les ouvriers mineurs déjà pensionnés et qui bénéficient d'une rente d'accident de travail, sont défavorisés étant donné qu'une partie de leur pension est absorbée par la rente « accident ». A son avis, il est inconcevable de diminuer la pension parce qu'ils ont été accidentés.

Un commissaire marque son accord sur la décentralisation, et fait observer que si on veut soustraire le régime des pensions à la surenchère électorale, il convient également de confier l'examen des dossiers de demandeurs à une Administration absolument neutre afin d'assurer l'objectivité absolue dans l'appréciation des preuves apportées par le travailleur.

Un commissaire, tout en constatant qu'un minimum est garanti aux pensionnés actuels qui ont prouvé une carrière complète, demande si un minimum proportionnel est garanti à ceux qui n'ont prouvé qu'une carrière incomplète.

Un commissaire attire l'attention sur le fait qu'en vertu de l'arrêté royal du 9 juin 1945, les années 1932-33 et 1933-34 peuvent être considérées comme étant en règle même si aucun versement n'a été effectué pendant cette période.

Il demande si cet arrêté continuera à sortir ses effets pour l'application du projet en discussion.

Un autre commissaire craint la subjectivité de l'Administration dans l'appréciation des moyens de preuve. En effet, pour apprécier, il faut émettre une appréciation de valeur, ce qui entraîne nécessairement une certaine subjectivité.

REPONSES DU MINISTRE.

En ce qui concerne les pensionnés mineurs bénéficiaires d'une rente d'accident du travail, le Ministre fait observer que ce problème ne doit pas être réglé dans le cadre du projet en discussion mais doit trouver une solution dans le cadre de l'arrêté royal qui adaptera le régime des mineurs aux dispositions du projet en discussion.

Il est rappelé que la déclaration gouvernementale du 2 mai 1961 comporte, en matière de pensions, trois phases d'augmentations.

La première a été réalisée par la loi du 14 juillet 1961;

la deuxième est en discussion;

la troisième, qui prévoit la pension à 11.000 francs, ne concernerait que ceux qui bénéficient actuellement d'une pension de 10.000 francs.

Een ander lid komt terug op het betoog van een medelid en wijst erop dat een groot aantal arbeiders praktisch onmogelijk hun loopbaan zullen kunnen bewijzen omdat zij tijdens de economische recessie werkloos waren en geen werklozensteun hebben kunnen genieten aangezien zij de eisen met betrekking tot de staat van behoefte niet vervulden.

Naar zijn oordeel is het dringend noodzakelijk aan die arbeiders faciliteiten te verlenen.

Een ander lid vestigt de aandacht van de Regering erop dat de mijnwerkers die reeds gepensioneerd zijn aan een rente voor arbeidsongeval genieten, benadeeld worden omdat een gedeelte van hun pensioen wordt opgeslorpt door de ongevallenrente. Hij acht het onaanvaardbaar dat hun pensioen wordt verminderd omdat zij door een ongeval werden getroffen.

Een lid zegt te kunnen instemmen met de decentralisatie en merkt op dat indien men de pensioenregeling aan het electoraal ophod wenst te onttrekken ook het onderzoek van de dossiers van de aanvragers moet worden toevertrouwd aan een absoluut neutrale administratie ten einde te bereiken dat de bewijzen die de arbeiders aanvoeren volkomen objectief worden beoordeeld.

Een lid constateert dat aan de huidige gepensioneerden die van een volledige loopbaan hebben doen blijken, een minimum wordt gegarandeerd maar vraagt of degenen die slechts van een onvolledige loopbaan hebben doen blijken ook een verhoudingsgewijze berekend minimum zullen genieten.

Een lid vestigt de aandacht erop dat de jaren 1932-33 en 1933-1934, krachtens het koninklijk besluit van 9 juni 1945 als bewezen jaren kunnen worden beschouwd, zelfs indien gedurende die periode geen enkele storting is verricht.

Hij vraagt of dat besluit nog van kracht zal blijven voor de toepassing van het behandelde ontwerp.

Een ander lid vreest voor de subjectiviteit van de administratie bij de beoordeling van de bewijsmiddelen. Er dient immers een waardeoordeel te worden uitgesproken wat noodzakelijkerwijze een zekere subjectiviteit onderstelt.

ANTWOORD VAN DE MINISTER.

De Minister merkt op dat het probleem van de gepensioneerde mijnwerkers die een arbeidsongevallenrente trekken niet moet worden geregeld in het kader van het behandelde ontwerp, maar tot een oplossing gebracht moet worden in het kader van het koninklijk besluit dat de pensioenregeling voor de mijnwerkers aan dit ontwerp zal aanpassen.

Er wordt aan herinnerd dat de regeringsverklaring van 2 mei 1961 inzake verhoging van de pensioenen in drie fasen voorziet.

De eerste fase is uitgevoerd bij de wet van 14 juli 1961;

De tweede is in behandeling;

De derde waarbij het pensioen op 41.000 frank zal worden gebracht, zal slechts betrekking hebben op degenen die thans een pensioen van 40.000 frank genieten.

En effet, l'application du présent projet aura pour conséquence que la plupart des travailleurs pensionnés d'avenir bénéficieront d'une pension supérieure à 40.000 francs.

L'objectif poursuivi par le projet est d'établir un régime qui proportionne mieux que dans le passé le montant de la pension aux revenus du travailleur et de soustraire, par ce fait, l'évolution des taux aux à-coups électoraux.

Le Ministre attire également l'attention sur le fait qu'à son avis, on est arrivé, en matière de pensions, à la limite de l'effort qu'on peut demander pour le financement de cet avantage social.

Sans vouloir sousestimer d'aucune manière l'importance du problème des pensions, on ne peut perdre de vue qu'il y a d'autres problèmes qui doivent être réglés, parmi lesquels les problèmes de politique familiale et démographique, les problèmes en rapport avec le pécule de vacances et le très grave problème des maladies professionnelles. Il convient de rechercher pour l'ensemble des problèmes sociaux posés, une solution équilibrée.

En ce qui concerne l'abandon du principe du minimum garanti, il se justifie par le souci de raccourcir la période transitoire en prenant en considération un salaire moyen de carrière qui se rapproche le plus rapidement possible des salaires réels.

On conçoit que lorsque les taux de pension sont relativement bas, le minimum garanti puisse se justifier dans une certaine mesure. Il n'en est plus de même lorsque l'objectif à réaliser tend à assurer une pension qui soit dans un rapport constant avec le salaire pour les différentes catégories de bénéficiaires.

En fait, le principe du minimum garanti aboutit à l'aplatissement de la pyramide des pensions et est d'ailleurs la négation même des principes de base inscrits dans les lois de 29 décembre 1953, 21 mai 1955 et 12 juillet 1957.

Il convient d'ailleurs de souligner que le salaire de référence-pour la période antérieure à 1955 en ce qui concerne la pension de ménage est porté de 37.333 francs à 53.333 francs.

Tout le projet tend à augmenter l'incidence des salaires réels sur le taux de la pension, de façon à favoriser la qualification du travailleur et d'octroyer des pensions mieux en rapport avec l'effort personnel.

Il est dès lors évident qu'on ne peut invoquer une solidarité mal interprétée pour maintenir en vigueur un système qui revient à défavoriser les travailleurs qui ont consenti un effort personnel plus grand, au profit des autres travailleurs dont l'apport en cotisations a été sensiblement moins élevé.

De toepassing van het ontwerp zal immers tot gevolg hebben dat de meeste gepensioneerden in de toekomst meer dan 40.000 frank pensioen zullen genieten.

Het ontwerp beoogt een regeling tot stand te brengen waarbij het pensioenbedrag beter dan in het verleden in overeenstemming wordt gebracht met het inkomen van de arbeider en het bedrag ervan dus uiteraard niet meer zal afhangen van de wisselvallige verkiezingsuitslagen.

De Minister vestigt eveneens de aandacht op het feit dat, naar zijn oordeel, inzake pensioenen de grens is bereikt van de inspanning die voor de financiering van deze sociale uitkeringen kan worden gevraagd.

Zonder het belang van het pensioenprobleem hoe dan ook te onderschatten mag men toch niet uit het oog verliezen dat nog andere problemen geregeld moeten worden, waaronder het probleem van het demografisch en gezinsbeleid, de problemen in verband met het vacantiégeld en het zeer zware probleem van de beroepsziekten. Voor het geheel van die sociale problemen moet een evenwichtige oplossing worden gezocht.

De loslating van het beginsel van het gewaarborgd minimum is gerechtvaardigd door het streven om de overgangperiode in te korten en uit te gaan van een gemiddeld loon dat het werkelijk verdiende loon over de loopbaan zo dicht mogelijk benadert.

Een gewaarborgd minimum is tot op zekere hoogte te rechtvaardigen wanneer de pensioenbedragen vrij klein zijn. Maar dat kan niet meer worden gerechtvaardigd wanneer men streeft naar een pensioen dat in constante verhouding staat tot het loon van de verschillende categorieën van begunstigden.

Feitelijk heeft het gewaarborgde minimum tot gevolg dat de pensioenpyramide wordt afgeplat en is dat beginsel de ontkenning zelf van de grondslagen waarop het pensioen krachtens de wetten van 29 december 1953, 21 mei 1955 en 12 juli 1957 berust.

Op te merken valt trouwens dat het referentieloon van de periode vóór 1955, voor het gezinspensioen van 37.333 frank op 53.333 frank wordt gebracht.

Het gehele ontwerp strekt tot verhoging van het gewicht van de werkelijke lonen bij de berekening van het pensioenbedrag, ten einde de beroepsbekwaamheid van de werknemer te bevorderen en pensioenen te verlenen die meer overeenstemmen met de persoonlijke inspanning.

Het is dan ook zonder meer duidelijk dat geen slecht geïnterpreteerde solidariteit mag worden ingeroepen om een regeling in stand te houden die erop neerkomt dat de werknemers die een grotere persoonlijke inspanning hebben gedaan, benadeeld worden tegenover degenen die aanzienlijk lagere bijdragen hebben betaald.

Il est possible que pour ce qui est des pensionnés de l'avenir, certains d'entre eux n'atteindront pas les 40.000 francs au taux ménage. Mais s'il en est ainsi, c'est qu'ils auront cotisé sur un salaire inférieur à 53.333 francs. Dès lors, on ne peut nier que le régime proposé aura pour conséquence d'inciter les travailleurs à cotiser sur les salaires réels.

Mais ce qu'il faut éviter en tout cas, c'est le maintien du régime actuel qui est vraiment trop libéral. Citons à titre d'exemple le cas vécu d'un employé qui, selon ses propres déclarations, est devenu employé en 1947; avant, il était indépendant. Depuis 1917 jusqu'en 1959, il a gagné en moyenne un salaire de 38.000 francs par an, mais comme il a justifié 12 années sur les 15 dernières de sa carrière, il obtient une pension de 49.000 francs. Tout le monde doit admettre que de telles situations ne peuvent plus être tolérées dans l'avenir.

En ce qui concerne la preuve de la carrière se situant avant 1945, le Ministre souligne une fois de plus que le Gouvernement entend respecter ses engagements antérieurs, à savoir qu'il convient d'éviter qu'un véritable travailleur ne soit privé du bénéfice de la pension complète, mais aussi que le régime des pensions des ouvriers ne soit pas, comme c'est le cas actuellement, le refuge de ceux qui ont une carrière relevant d'un autre régime de pensions.

Il s'agit d'instaurer un système souple qui tienne compte à la fois des situations diverses, de la réalité sociale et du fait que les lois d'avant 1944 en matière de pension ont été appliquée moins rigoureusement qu'à partir de 1945.

C'est ainsi qu'en raison du fait que la législation de 1924 n'a pas donné les résultats escomptés et que la loi du 14 juillet 1930 ne fut mise en application qu'à partir du 1^{er} janvier 1932, il pourrait être envisagé que la période 1926-1931 soit justifiée par un seul versement en qualité de travailleur salarié.

D'ailleurs, en ce qui concerne les carrières mixtes et partielles, le projet ne modifie en rien les preuves de la carrière se situant avant 1945. La seule différence qu'il y a lieu de relever, c'est que pour les carrières mixtes complètes et proportionnelles, le calcul se fera en 36^e, 37^e, etc..., tandis que pour ce qui concerne les carrières partielles, le montant de la pension sera établi en 45^e par année prouvée.

Les différentes situations malheureuses sur lesquelles les différents commissaires ont attiré l'attention, notamment, chômeurs, malades, travailleurs qui ont fréquemment changé d'employeur, etc..., doivent trouver leur solution dans le cadre de l'arrêté royal à prendre en exécution de l'article 11 du projet.

D'un autre côté, le Ministre attire l'attention de la Commission sur la croissance considérable du nombre des pensions mixtes et partielles dans le régime ouvrier.

Il donne à cet égard les chiffres reproduits ci-après.

Het is mogelijk dat sommige gepensioneerden in de toekomst geen 40.000 frank als gezinspensioen zullen kunnen genieten. Maar dit is dan het gevolg van het feit dat zij bijdragen hebben betaald op een loon dat lager lag dan 53.333 frank. Er kan derhalve niet worden ontkend dat de voorgestelde regeling de werknemers zal aansporen om bijdragen te betalen op hun werkelijk verdiende loon.

Wat in ieder geval moet worden vermeden is de instandhouding van de huidige regeling die al te veel vrijheid toelaat. Bij wijze van voorbeeld gelde het werkelijk bestaande geval van een bediende die volgens zijn eigen verklaring bediende geworden is in 1947; te voren was hij zelfstandige. Van 1947 tot 1959 heeft zij een gemiddeld loon van 38.000 frank per jaar verdiend maar hij heeft 12 van de 15 laatste jaren van zijn loopbaan bewezen zodat hij een pensioen van 49.200 frank geniet. Iedereen moet toegeven dat zulke toestanden niet meer geduld kunnen worden.

Wat betreft de bewijslevering van de loopbaan vóór 1945 merkt de Minister eens te meer op dat de Regering voornemens is haar vroeger aangegane verbintenissen na te leven en namelijk te verhinderen dat een werkelijke werknemer beroofd wordt van het volledige pensioen maar ook dat de pensioenregeling voor de arbeiders, zoals nu het geval is, een toevlucht blijft voor degenen wier loopbaan onder een andere pensioenregeling ressorteert.

Het komt erop aan een soepel stelsel tot stand te brengen waarbij rekening gehouden wordt met de verschillende toestanden, de sociale werkelijkheid en het feit dat de pensioenwetten tot 1944 minder streng werden toegepast dan van 1945 af.

Zo kon, als gevolg van het feit dat de wet van 1924 niet de verwachte resultaten opleverde en de wet van 14 juli 1930 eerst met ingang van 1 januari 1932 in uitvoering werd gebracht, bepaald worden dat de periode 1926-1931 bewezen kon worden met een enkele storting als loontrekkende arbeider.

Wat betreft de gemengde en gedeeltelijke loopbanen wijzigt het ontwerp trouwens niets in de bewijslevering van de loopbaan vóór 1945. Het enige verschil waarop moet worden gewezen is dat de volledige en proportionele gemengde loopbanen in 36^e, 37^e enz. berekend zullen worden, terwijl het pensioenbedrag voor de gedeeltelijke loopbanen in 45^e per bewezen jaar zal worden berekend.

De ongelukkige gevallen waarop verscheidene leden de aandacht hebben gevestigd, zoals werklozen, zieken, arbeiders die dikwijls van werkgever zijn veranderd, enz. moeten worden opgelost in het kader van het koninklijk besluit dat in uitvoering van artikel 11 van het ontwerp zal worden genomen.

Aan de andere kant vestigt de Minister de aandacht van de Commissie op het feit dat het aantal gemengde en gedeeltelijke pensioenen in de arbeidersregeling aanzienlijk is gestegen.

Hij verstrekt in dit verband de volgende cijfers :

*Evolution du nombre de bénéficiaires d'une pension
« carrières mixtes ou partielles ».*

*Ontwikkeling van het aantal begunstigten met een
pensioen voor een « gemengde of gedeeltelijke loop-
baan ».*

Avantages accordés — Toegestane voordelen	Janvier 1961 — Januari 1961	Février — Februari	Mars — Maart	Avril — April	Mai — Mei	Juin — Juni	Juillet — Juli	Août — Augustus	Sep- tembre — Sep- tember
Pension de retraite. — <i>Rustpensioen</i> . . .	86.551	87.460	87.849	89.901	89.979	92.544	93.907	97.125	98.935
Pension de retraite + pension de survie. <i>Rust- + overlevingspensioen</i> . . .	17.874	17.996	18.012	18.427	18.902	19.041	19.468	20.563	21.029
Pension partielle de survie. — <i>Gedeelte- lijk overlevingspensioen</i>	13.872	14.041	14.034	13.940	13.982	14.032	13.635	13.702	13.523
Pensions de survie dans plusieurs régimes. — <i>Overlevingspensioen in verschillende stelsels</i>	5.055	5.130	5.067	5.076	5.382	5.802	5.759	6.918	7.111

C'est un élément important dont il a bien fallu tenir compte dans le financement du régime.

Le Ministre affirme que les minima garantis sont proportionnellement accordés également aux pensionnés actuels qui ont une carrière incomplète.

Il marque en outre son accord pour envisager une décentralisation de l'Administration et il attire l'attention des commissaires sur les efforts heureux qu'il a pu obtenir par l'essai qui a été fait à Mouscron.

Il affirme qu'il entre dans ses intentions de continuer dans cette voie.

En ce qui concerne l'arrêté royal du 9 juin 1945, il ne pourra plus être appliqué mais les effets en seront obtenus par l'arrêté royal à prendre sur base de l'article 11.

Enfin, le Ministre affirme que des instructions seront données à l'Administration pour que les textes soient appliqués avec une grande souplesse et il s'engage, si on devait constater que le texte est appliqué d'une façon trop rigide, de le rediscuter.

EXAMEN DES ARTICLES.

Article premier.

Cet article vise à octroyer à tous les pensionnés dont la pension a pris cours avant le 1^{er} janvier 1962, un minimum garanti de 10.000, de 29.000 francs, ou une fraction de ces taux.

Une pension peut prendre cours lorsque toutes les conditions permettant le paiement sont remplies, c'est-à-dire :

- introduction de la demande;
- âge de la pension;
- condition de résidence;
- condition de cessation de travail.

Il est toutefois signalé que si quelqu'un a introduit une demande et qu'il y a contestation, sa pension prendra cours à la date où les conditions étaient réunies,

Dit is een belangrijke factor waarmee bij de financiering van de regeling voorzeker moest worden rekening gehouden.

De Minister verklaart dat de gewaarborgde minima, naar verhouding ook worden verleend aan de huidige gepensioneerden met een onvolledige loopbaan.

Hij stemt bovendien ermee in een decentralisatie van de administratie onder ogen te zien en vestigt de aandacht van de leden op de proef die hij te Mouscron heeft genomen en die gelukkig te noemen is.

Het is zijn bedoeling op die weg voort te gaan.

Het koninklijk besluit van 9 juni 1945 zal niet meer toegepast kunnen worden, maar het koninklijk besluit dat ter uitvoering van artikel 1 moet worden genomen, zal een overeenkomstige uitwerking hebben.

Ten slotte verklaart de Minister dat aan de administratie onderrichtingen gegeven zullen worden om zeer soepel te zijn en belooft hij de tekst te zullen herzien indien mocht worden vastgesteld dat hij te streng wordt toegepast.

ARTIKELSGEWIJZE ONDERZOEK.

Eerste artikel.

Dit artikel bepaalt dat aan alle gepensioneerden wier pensioen vóór 1 januari 1962 is ingegaan, een gewaarborgd minimum van 10.000 frank, van 29.000 frank of een breuk van deze bedragen wordt verleend.

Het pensioen kan ingaan wanneer alle voorwaarden om het te kunnen betalen vervuld zijn, namelijk :

- een aanvraag;
- pensioengerechte leeftijd;
- verblijfplaats;
- stopzetting van de arbeid.

Op te merken valt dat wanneer een aanvraag is ingediend en er betwisting rijst, het pensioen zal ingaan op de datum waarop de overige voorwaarden waren

même s'il est statué après le 1^{er} janvier 1962.

Adopté à l'unanimité.

Article 2.

L'article 2 règle les pensions d'avenir en faisant une distinction entre les carrières homogènes complètes (§ 1^{er}), homogènes proportionnelles (§ 3), mixtes complètes (§ 4), mixtes proportionnelles (§ 5) et partielles (§ 6).

Pour toutes les carrières autres que les partielles, la pension calculée en 36°, 37°, 38°, etc..., en prenant en considération pour chacune des années prouvées avant 1955 des fractions des montants indiqués à l'article 1^{er} et, à partir de 1955, le salaire moyen réel à raison de 75 % ou 60 % selon qu'il s'agit de l'application du taux ménage ou du taux isolé. (1)

Un commissaire attire l'attention du Gouvernement sur le fait que le salaire à prendre en considération pour le paiement des cotisations pensions des employés est toujours limité à 8.400 francs par mois. Il se demande s'il ne serait pas opportun soit de relever ce plafond, soit de le supprimer.

Le Ministre répond à cet égard qu'au cours des discussions des partenaires sociaux, on n'a pas envisagé le relèvement du plafond pour les employés étant donné qu'on envisage de relever sensiblement ce plafond pour la perception des cotisations des allocations familiales, ce qui aurait pour conséquence de faire supporter la plus grande partie des ressources nouvelles ainsi créées en vue de la politique familiale et démographique par le secteur-employés.

Le § 7 du même article a pour but de limiter les pensions à 85 % du salaire réel gagné à partir de 1955.

A cet égard, un commissaire demande pourquoi on n'a pas fixé le maximum à 75 % de ce salaire, ce qui correspondrait exactement à l'optique de la loi, étant donné que les salaires réellement gagnés ne sont pris en considération qu'à raison de 75 % au maximum.

Le Ministre répond qu'on a fixé le maximum à 85 % afin de ne pas léser les travailleurs qui ont eu des salaires bas.

Il insiste sur le fait que cette limitation constituera certainement une incitation pour que les travailleurs exigent de leur employeur que leurs salaires réellement gagnés soient déclarés à l'Office national de sécurité sociale.

Le § 8 accorde au Roi des pouvoirs afin d'arrêter des dispositions nécessaires pour l'application de la loi.

Adopté à l'unanimité moins une abstention.

Article 3.

L'article 3, dans son alinéa 1^{er}, a pour but de mettre les travailleurs frontaliers sur le même pied en matière de cumul des pensions de deux époux que le travailleur interne.

(1) Pour les autres cas, voir l'exposé des motifs.

vervuld, zelfs indien de beslissing na 1 januari 1962 valt.

Met algemene stemmen aangenomen.

Artikel 2.

Artikel 2 regelt de toekomstige pensioenen en maakt daarbij een onderscheid tussen de volledige homogene loopbanen (§ 1), de proportioneel homogene (§ 3), de volledige gemengde (§ 4), de proportioneel gemengde (§ 5) en de gedeeltelijke (§ 6).

Alle andere loopbanen dan de gedeeltelijke, zullen worden berekend in 36°, 37°, 38°, enz., waarbij voor elk van de bewezen jaren vóór 1955, breuken van de in artikel 1 bepaalde bedragen en met ingang van 1955, het gemiddelde werkelijke loon tegen 75 % of 60 % al naar het gaat om een gezinspensioen of een pensioen van alleenstaande, in aanmerking zullen worden genomen. (1)

Een lid vestigt de aandacht van de Regering erop dat het loon dat in aanmerking moet worden genomen voor de berekening van de pensioenbijdragen van de bedienden, nog altijd op 8.400 frank per maand is begrensd. Hij vraagt zich af of die grens niet moet worden verhoogd of afgeschaft.

De Minister antwoordt hierop dat de opvoering van het grensbedrag voor de bedienden niet in overweging is genomen tijdens de besprekingen met de sociale partners, aangezien het in de bedoeling ligt het aanzienlijk te verhogen wat betreft de bijdragen voor de kinderbijslag, met het gevolg dat het grootste deel van de nieuwe inkomsten die aldus worden tot stand gebracht met het oog op het voeren van de demografische politiek en de gezinspolitiek, door de bedienden betaald zal worden.

Het bepaalde in § 7 van hetzelfde artikel heeft tot doel de pensioenen te begrenzen op 85 % van het werkelijke loon verdiend met ingang van 1955.

In dit verband vraagt een lid waarom men het maximum niet op 75 % van dat loon heeft vastgesteld, welke bepaling geheel in de lijn zou liggen van het nagestreefde doel om de werkelijk verdiende lonen voor ten hoogste 75 % in aanmerking te nemen.

De Minister antwoordt dat het maximum op 85 % is gesteld om de werknemers die lage lonen hebben verdiend, niet te benadelen.

Hij verklaart dat deze bepaling de werknemers zeker zal aansporen om te eisen dat de werkgever hun werkelijk verdiende loon aan de Rijksdienst voor Maatschappelijke Zekerheid aangeeft.

In § 8 wordt aan de Koning de bevoegdheid verleend om de nodige maatregelen tot uitvoering van de wet te nemen.

Op een onthouding na, met algemene stemmen aangenomen.

Artikel 3.

Het bepaalde in het eerste lid van artikel 3 heeft tot doel de grensarbeiders op voet van gelijkheid te plaatsen met de binnenlandse werknemers, in zake cumulatie van pensioenen door echtgenoten.

(1) Voor de andere gevallen, zie de memorie van toelichting.

L'alinéa 2 constitue une délégation de pouvoirs à l'exécutif en vue de régler le problème du cumul longuement exposé antérieurement.

Adopté à l'unanimité.

Article 4.

L'article 4 règle les pensions de survie et les porte à un minimum garanti de 25.000 francs pour autant que la pension de survie ait pris cours avant le 1^{er} janvier 1962.

Un commissaire fait observer qu'on alourdit le texte en inscrivant les mots « à un minimum garanti » qui sont superfétatoires.

La Commission estime toutefois qu'il n'a pas lieu de provoquer le renvoi du projet pour une question de forme.

Adopté à l'unanimité.

Article 5.

L'article 5 règle les pensions de survie qui prennent cours avant le 1^{er} janvier 1962.

Le § 1^{er} fixe la condition générale d'ouverture de droit.

Un commissaire fait observer que ces conditions se trouvent déjà dans la législation actuelle.

Le Ministre répond que la législation actuelle ne prévoit pas que la veuve peut obtenir la pension si un enfant posthume est né de l'union.

Un autre commissaire s'inquiète de savoir si la pension pourra encore prendre cours à l'âge de 45 ans.

Il est répondu affirmativement étant donné qu'il s'agit d'une disposition de la loi du 21 mai 1955 à laquelle il n'est pas dérogé.

Le § 2 fixe la règle selon laquelle la pension de survie est égale à 60 % de la pension de retraite dont le mari bénéficiait au moment de son décès.

Afin de garantir les droits, il prévoit une règle de recalcul de la pension de survie et il prévoit explicitement que la pension de survie ne peut être inférieure, pour une carrière complète, à 25.000 francs pour les veuves de pensionnés d'avant le 1^{er} janvier 1962.

Le § 3 détermine la carrière à prendre en considération pour fixer la pension de retraite que le mari aurait obtenue et qui constitue la base pour le calcul de la pension de survie lorsque le mari est décédé avant la prise de cours de sa pension de retraite.

Le § 4 fixe le montant maximum de la pension de survie à 34.000 francs, soit 85 % de 40.000 francs.

Le § 5 constitue une règle de sauvegarde pour l'adaptation des pensions à l'indice des prix de détail.

Adopté à l'unanimité moins une abstention.

Het tweede lid verleent opdracht van bevoegdheid aan de Uitvoerende Macht om het probleem van de cumulatie, dat hiervoren omstandig is besproken, te regelen.

Met algemene stemmen aangenomen.

Artikel 4.

Artikel 4 betreft de overlevingspensioenen en stelt ze vast op een gewaarborgd minimum van 25.000 frank voor zover zij vóór 1 januari 1962 zijn ingegaan.

Een lid merkt op dat men de tekst verzwaart door de woorden « een gewaarborgd minimum », die trouwens overbodig zijn, erin op te nemen.

De Commissie beslist evenwel het ontwerp voor een vormkwestie niet opnieuw naar de Kamer te doen zenden.

Met algemene stemmen aangenomen.

Artikel 5.

Artikel 5 regelt de overlevingspensioenen die ingaan vóór 1 januari 1962.

In § 1 wordt de algemene voorwaarde voor de totstandkoming van het recht bepaald.

Een lid merkt op dat die voorwaarden reeds in de huidige wetgeving staan.

De Minister antwoordt dat de huidige wetgeving niet bepaalt dat de weduwe pensioen kan genieten wanneer uit de echt een posthuum kind geboren wordt.

Een ander lid vraagt of het pensioen nog zal kunnen ingaan op 45 jarige leeftijd.

Het antwoord luidt bevestigend, aangezien dit is bepaald in de wet van 21 mei 1955 waarvan niet wordt afgeweken.

§ 2 bepaalt dat het overlevingspensioen gelijk is aan 60 % van het rustpensioen dat de man geniet op het ogenblik van zijn overlijden.

Ten einde de rechten te waarborgen wordt voorzien in de herberekening van het overlevingspensioen en wordt uitdrukkelijk bepaald dat het overlevingspensioen voor een volledige loopbaan niet lager mag zijn dan 25.000 frank voor de weduwen wier overleden echtgenoot vóór 1 januari 1962 een pensioen genoot.

§ 3 bepaalt welke loopbaan moet worden in aanmerking genomen met het oog op de vaststelling van het rustpensioen dat de man zou hebben genoten en waarop het overlevingspensioen wordt berekend wanneer de man is overleden alvorens het rustpensioen inging.

§ 4 stelt het maximumbedrag van het overlevingspensioen op 34.000 frank d.w.z. op 85 % van 40.000 frank.

§ 5 voorziet in een vrijwaringsclausule met het oog op de aanpassing van de pensioenen aan het indexcijfer van de kleinhandelsprijzen.

Op 1 onthouding na, met algemene stemmen aangenomen.

Article 6.

L'article 6 constitue le pendant de l'article 1^{er}, mais vise les employés.

Il est à remarquer que comme il a été signalé ci-avant, les 16 taux en vigueur selon l'époque d'ouverture de droit sont ramenés à 4 taux.

Un commissaire demande pourquoi une discrimination est faite, pour les employés isolés, entre les hommes et les femmes.

Le Ministre répond que cette différence résulte de la législation antérieure.

Il attire en même temps l'attention de la Commission sur le fait que cette différence va, dans l'avenir, s'amenuiser, pour autant que les femmes gagnent les mêmes salaires que les hommes.

Adopté à l'unanimité.

Article 7.

L'article 7 constitue la réplique de l'article 2, sauf en ce qui concerne le § 9 qui a pour but de donner la possibilité au Roi de régler la pension de retraite et de survie pour certaines catégories spéciales d'employés, tel le personnel navigant de l'aviation civile. Ce texte permettra de constituer pour ces catégories d'assujettis des fonds spéciaux, dotés de statuts particuliers.

Un commissaire regrette la rédaction defectueuse du texte néerlandais.

La Commission estime qu'il n'y a pas lieu de provoquer le renvoi pour une question de forme.

Adopté à l'unanimité moins une abstention.

Article 8.

L'article 8 reflète les dispositions de l'article 3. Toutefois, l'alinéa 2 modifie l'article 10, § 3, de la loi du 12 juillet 1957 afin de permettre le cumul de pensions de deux époux dans le même régime à partir du 1^{er} janvier 1955.

Cette modification est proposée dans un but d'harmonisation.

Adopté à l'unanimité moins une abstention.

Article 9.

L'article 9 reprend les dispositions inscrites à l'article 4 en modifiant le taux.

Adopté à l'unanimité.

Article 10.

L'article 10 reprend les dispositions de l'article 5.

Adopté à l'unanimité moins une abstention.

Artikel 6.

Artikel 6 is de tegenhanger van artikel 1, maar heeft betrekking op de bedienden.

Op te merken valt dat, zoals hiervoren is gezegd, de 16 bedragen die al naar het tijdstip van de rechtsingang van kracht waren, tot 4 bedragen worden verminderd.

Een lid vraagt waarom voor de alleenstaande bedienden een onderscheid wordt gemaakt tussen mannen en vrouwen.

De Minister antwoordt dat dit het gevolg is van de vroegere wetten.

Hij vestigt bovendien de aandacht van de Commissie erop dat dit verschil in de toekomst minder groot zal worden wanneer de vrouwen hetzelfde loon als de mannen zullen verdienen.

Met algemene stemmen aangenomen.

Artikel 7.

Artikel 7 stemt overeen met artikel 2 behalve wat betreft het bepaalde in § 9 die tot doel heeft aan de Koning de bevoegdheid te verlenen om het rust- en overlevingspensioen voor sommige bijzondere categorieën van bedienden, zoals het vliegend personeel van de burgerlijke luchtmacht, te regelen. Op grond hiervan zal het mogelijk zijn voor die categorieën van bijdrageplichtigen bijzondere fondsen op te richten met een bijzonder statuut.

Een lid hekelt de gebrekkige Nederlandse tekst.

De Commissie is evenwel van oordeel dat het ontwerp niet naar de Kamer moet worden teruggezonden voor een vormkwestie.

Op 1 onthouding na, met algemene stemmen aangenomen.

Artikel 8.

Artikel 8 stemt overeen met het bepaalde in artikel 3. Het tweede lid wijzigt evenwel artikel 10, § 3, van de wet van 12 juli 1957 ten einde cumulatie van pensioenen in dezelfde regeling door twee echtgenoten mogelijk te maken met ingang van 1 januari 1955.

Deze wijziging wordt voorgesteld met het oog op de harmonisering van de regelingen.

Op 1 onthouding na, met algemene stemmen aangenomen.

Artikel 9.

Artikel 9 neemt het bepaalde in artikel 4 over onder wijziging evenwel van het bedrag.

Met algemene stemmen aangenomen.

Artikel 10.

Artikel 10 neemt de bepalingen van artikel 5 over.

Op 1 onthouding na, met algemene stemmen aangenomen.

Article 11.

L'article 11 permet au Roi d'assimiler certaines périodes non prouvées à des périodes d'occupation. Il permet ainsi au Roi de présumer des carrières.

Un commissaire s'inquiète de savoir ce qu'il faut entendre par « une présomption ».

Il est expliqué que la preuve par présomption est une preuve indirecte. Alors que la preuve directe (par exemple une quittance) se suffit à elle-même parce qu'elle repose sur une donnée probatoire, la preuve par présomption cherche à établir une vérité qui n'est pas prouvée directement, à l'aide d'un ensemble de données qui ne sont pas probatoires immédiatement et qui, en définitive, ne peuvent valoir que si on les interprète par un raisonnement inductif. Du fait connu on tire au fait inconnu.

C'est ainsi qu'une personne qui a été qualifiée d'ouvrier dans des documents officiels (registres de population, recensement, etc.) ou dans des documents privés rédigés « in tempore non suspecto », pourra être considérée comme ouvrier durant toute la période couverte par ses documents, pour autant qu'il n'y ait pas de contre-indication.

**

Consultation de la Commission sur le projet d'arrêté royal conformément à l'article 11, alinéa 2.

Le Ministre a fait connaître à la Commission le projet d'arrêté royal élaboré sur base de cette disposition.

Après une discussion approfondie, la Commission, dans son ensemble, a marqué un avis favorable sur l'économie générale du projet.

Un membre insiste afin que la période 1926-1931 puisse être prouvée soit par un versement, soit par la preuve d'une occupation réelle pendant un an au moins. Ce point de vue est approuvé par la majorité de la Commission.

**

L'article 11 est adopté à l'unanimité.

Article 12.

Cet article vise le cumul d'une pension de retraite et d'une pension de survie.

Dans l'état actuel de la législation, ce cumul est autorisé à concurrence de la pension d'isolé.

Le Ministre affirme à nouveau qu'il entre dans les intentions du Gouvernement d'autoriser, dans l'avenir, le cumul jusqu'à concurrence de la pension de survie maximum (31.000 francs ou 45.333 francs) majorée de 10 %.

Adopté à l'unanimité.

Articles 13, 14 et 15.

Ces articles trouvent leur origine dans un amendement déposé à la Chambre. Cet amendement a essen-

Artikel 11.

Artikel 11 verleent aan de Koning de bevoegdheid om sommige niet bewezen perioden met perioden van tewerkstelling gelijk te stellen. Aldus zal de Koning de loopbaan op grond van vermoedens kunnen vaststellen.

Een lid vraagt wat onder « een vermoeden » moet worden verstaan.

Geantwoord wordt dat het bewijs door vermoedens een onrechtstreeks bewijs is. Een rechtstreeks bewijs (een kwitantie bijvoorbeeld is op zichzelf voldoende omdat het op een bewijskrachtige grond berust terwijl het bewijs door vermoedens een waarheid die niet rechtstreeks is bewezen poogt vast te stellen door een geheel van factoren die niet direct bewijskrachtig zijn en die uiteraard slechts waarde bezitten indien men ze door inductie gaat interpreteren. Uit het bekende feit besluit men tot het onbekende.

Aldus zal iemand die als werkman te boek staat in officiële stukken (bevolkingsregister, telling, enz.) of in private stukken opgesteld in tempore non suspecto, als werkman beschouwd kunnen worden over de periode waarop die stukken betrekking hebben in zoverre zij niet worden tegengesproken.

**

Raadpleging van de Commissie over het ontwerp van koninklijk besluit ter uitvoering van artikel 11, 2° lid.

De Minister heeft aan de Commissie kennis gegeven van het ontwerp van koninklijk besluit dat in uitvoering van deze bepaling is voorbereid.

Na een grondige bespreking ervan heeft de Commissie in haar geheel een gunstig advies verstrekt over de algemene strekking van het ontwerp.

Een lid dringt erop aan dat de periode 1926-1931 bewezen zou kunnen worden hetzij door een storting, hetzij door te doen blijken dat er een jaar werkelijke tewerkstelling geweest is. De meerderheid van de Commissie keurde dit standpunt goed.

**

Artikel 11 wordt met algemene stemmen aangenomen.

Artikel 12.

Dit artikel betreft de cumulatie van een rust- en een overlevingspensioen.

In de huidige stand van de wetgeving is zulk een cumulatie toegelaten ten belope van het pensioen voor een alleenstaande.

De Minister verklaart opnieuw dat de Regering voornemens is de cumulatie voortaan toe te laten tot het hoogste overlevingspensioen (34.000 fr. of 45.333 fr.) vermeerderd met 10 t.h.

Met algemene stemmen aangenomen.

Artikels 13, 14 en 15.

Deze artikelen zijn in het ontwerp ingevoegd bij een amendement dat in de Kamer werd ingediend.

tiellement pour but d'assouplir les conditions dans lesquelles un travail est permis aux personnes qui sont au bénéfice d'une pension.

Il appartient au Roi de déterminer les limites et conditions dans lesquelles une activité professionnelle est autorisée, sans qu'il puisse limiter le travail à moins de cinquante heures par mois lorsque le travail est rémunéré au temps.

Si le travail est autorisé, il faut néanmoins que le pensionné en fasse la déclaration préalable.

A défaut de déclaration :

a) la pension sera supprimée pour le mois en cause lorsque les prestations n'ont pas dépassé les limites autorisées par la loi ou par l'arrêté d'exécution;

b) des sanctions pourront être prises lorsque les limites autorisées ont été dépassées.

Un commissaire demande que soit bien précisé dans l'arrêté royal ce qu'il faut entendre par « une activité professionnelle ».

Le Ministre répond que, d'une part, en vertu d'une instruction récente, il est déjà prévu que les pensionnés pourront avoir une activité pour autant que le revenu professionnel qui en découle ne soit pas supérieur à 12.500 francs; qu'il entre dans ses intentions de reprendre dans l'arrêté royal les règles administratives existant actuellement; que d'autre part la Commission dite des « 33 » devra s'occuper de l'ensemble du problème du travail des pensionnés ainsi que des problèmes connexes, et notamment de la continuation de la carrière professionnelle après l'âge normal de la pension ou également la mise à la retraite prématurée pour certaines catégories de travailleurs (invalides, estropiés, etc.).

Un commissaire se réjouit de l'assouplissement mais regrette que les règles qui pourront être prises ne créeront pas l'égalité des pensionnés dans la liberté de travail. Toutefois, il est d'accord que ce problème devra préoccuper la Commission précitée.

Adoptés à l'unanimité.

Articles 16, 17 et 18.

Ces articles ont pour objet de consolider les réserves mathématiques des organismes assureurs agréés pour l'application de la loi du 18 juin 1930, destinées à couvrir leurs engagements.

Il est rappelé que les organismes agréés étaient tenus, en vertu d'un arrêté royal pris en exécution de la loi de 1930, de constituer un fonds de réserve B égal à 4 % des réserves mathématiques. Les organismes assureurs alimentaient le fonds de réserve A et le fonds de réserve B par prélèvements sur le solde bénéficiaire de chaque exercice.

Dit amendement had wezenlijk tot doel de voorwaarden te versoepelen waaronder degenen die een pensioen genieten arbeid mogen verrichten.

De Koning zal bepalen binnen welke perken en onder welke voorwaarden een beroepsactiviteit toegelaten is, zonder de duur ervan te mogen beperken tot minder dan 50 uren per maand wanneer de arbeid in tijdloon wordt bezoldigd.

Zelfs wanneer het toegelaten is te arbeiden moet de gepensioneerde te voren een aangifte doen.

Bij onstentenis van zulk een aangifte :

a) Wordt het pensioen voor de betrokken maand geschorst indien de arbeid niet langer heeft geduurd dan de tijd die bij de wet of bij het uitvoeringsbesluit was toegelaten;

b) Kunnen straffen worden toegepast indien de toegestane tijdsduur werd overschreden.

Een lid vraagt om in het koninklijk besluit nauwkeurig te bepalen wat moet worden verstaan onder « beroepsbezigheid ».

De Minister antwoordt dat bij een onlangs verstrekte onderrichting reeds is bepaald dat de gepensioneerden een beroepsactiviteit mogen uitoefenen in zover het daaruit voortvloeiend bedrijfsinkomen niet groter is dan 12.500 frank, dat hij voornemens is de bestaande administratieve regeling in het koninklijk besluit over te nemen en dat de zogenoemde commissie van de « 33 » het gezamenlijke probleem van de arbeid door gepensioneerden en de daarmee samenhangende problemen zal dienen ter hand te nemen en met name het probleem van de voortzetting van de beroepsloopbaan na de normale pensioengerechtigde leeftijd of na de vervroegde oppensioenstelling voor sommige categorieën van werknemers (invaliden, gebrekkigen, enz.).

Een lid betuigt zijn instemming met de versoepeling maar betreurt het dat de voorzieningen die genomen kunnen worden toch de gelijkheid van de gepensioneerden in de vrijheid van arbeid niet zullen tot stand brengen. Hij is het er evenwel mede eens dat de vorgenoemde commissie het probleem zal moeten ter hand nemen.

Met algemene stemmen aangenomen.

Artikels 16, 17 en 18.

Deze artikelen hebben tot doel de wiskundige reserves te consolideren van de verzekeringsinstellingen erkend voor de toepassing van de wet van 18 juni 1930, welke reserves tot dekking van hun verplichtingen moeten dienen.

Krachtens een koninklijk besluit tot uitvoering van de wet van 1930, waren die gemachtigde instellingen gehouden een reservefonds-B in te stellen ten bedrage van 4 t.h. van de wiskundige reserves. De verzekeringsinstellingen stelden het reservefonds A en het reservefonds B door opnemingen van het batig slot van ieder dienstjaar .

L'excédent du solde bénéficiaire devait être versé à un fonds de répartition qui était destiné à le répartir tous les cinq ans entre les assurés.

La loi du 12 juillet 1957, en son article 21, prévoyait que le fonds de réserve B et le fonds de répartition devaient être transférés au fonds commun de péréquation institué par cette loi.

Cette mesure a été postposée deux fois par arrêté royal, la dernière échéance prévue ayant été fixée au 1^{er} juillet 1961.

Les réserves mathématiques calculées d'après les anciens barèmes étant devenues insuffisantes pour couvrir les engagements des organismes agréés, il est prévu de les consolider, sur la base de nouvelles tables de mortalité établies par la Caisse nationale des pensions pour employés, au taux d'intérêt de 4 p.c.

Cela implique que la différence entre le montant des réserves mathématiques établi d'après ces nouvelles bases et les réserves anciennes, sera prélevée sur le fonds de réserve B et sur le fonds de répartition visé ci-dessus.

En ce qui concerne l'excédent éventuel, celui-ci sera transféré au Fonds commun de péréquation, sans préjudice toutefois de l'application de l'article 35 de la loi du 18 juin 1930.

En cas de découvert, celui-ci sera amorti par prélèvements sur le solde bénéficiaire des exercices ultérieurs.

Adoptés à l'unanimité moins une abstention.

Article 19.

L'article 19, § 1^{er}, vise à transférer au profit de la Caisse nationale des pensions pour employés, le montant des réserves spéciales de redevance constitué au 31 décembre 1961 par les versements effectués en application de l'article 22, § 3, de la loi du 12 juillet 1957.

Le § 2 prévoit que l'employé qui a été assujéti à la loi du 12 juillet 1957 entre le 1^{er} juillet 1957 et le 31 décembre 1959 ouvrira droit à une rente provenant de la conversion du montant de la réserve spéciale de redevance constituée à son compte.

Le § 3 du même article met à charge de la Caisse nationale des pensions pour employés les dépenses qui résultent de l'application du § 2.

En d'autres termes, l'article 19 a pour effet de rétablir l'assuré dans ses droits à une rente individuelle en ce qui concerne la période s'étendant entre le 1^{er} juillet 1957 et le 31 décembre 1959, période pendant laquelle le système de la capitalisation individuelle avait été abandonné.

Un commissaire s'informe sur le point de savoir si, lorsqu'une personne continue à travailler au delà de l'âge normal de la pension, elle peut bénéficier de la rente et quelle devait être sa situation au moment où elle prend effectivement la pension de retraite ou la pension de survie.

Het overschot van het batig slot moest worden gestort aan een omslagfonds dat die bedragen om de vijf jaren onder de verzekerden diende te verdelen.

De wet van 12 juli 1957 bepaalde in artikel 21 dat het Reservefonds B en het Omslagfonds overgedragen dienden te worden aan het Gemeenschappelijke Herwaarderingsfonds ingesteld bij die wet.

Deze maatregel is tweemaal uitgesteld bij koninklijk besluit en laatstelijk tot 1 juli 1961.

Aangezien de wiskundige reserves berekend volgens de oude tarieven, niet groot genoeg meer zijn om de verplichtingen van de gemachtigde instellingen te dekken, wordt bepaald dat ze tegen een rentevoet van 4 % geconsolideerd zullen worden op grond van nieuwe tabellen van sterftecijfers opgemaakt door de Nationale Kas voor Bediendenpensioenen.

Het verschil tussen het bedrag van de wiskundige reserves vastgesteld op deze nieuwe grondslagen en dat van de oude reserves zal opgenomen worden uit het Reservefonds B en het Omslagfonds.

Het eventuele overschot zal, onverminderd de toepassing van artikel 35 van de wet van 18 juni 1930, worden overgeboekt op het Gemeenschappelijke Herwaarderingsfonds.

Is er een tekort, dan zal dit worden gedelgd door afnemingen van het batig slot van de latere dienstjaren.

Op een onthouding na, met algemene stemmen aangenomen.

Artikel 19.

Artikel 19, § 1, heeft tot doel het bedrag van de speciale bijdragereserves die per 31 december 1961 waren gevestigd door stortingen ter uitvoering van artikel 22, § 3, van de wet van 12 juli 1957, aan de Nationale Kas voor Bediendenpensioenen over te dragen.

§ 2 bepaalt dat de bediende die tussen 1 juli 1957 en 31 december 1959 verzekeringsplichtig was ingevolge de wet van 12 juli 1957, aanspraak heeft op een rente gevormd door de conversie van het bedrag van de op zijn rekening gevestigde speciale bijdragereserve.

§ 3 bepaalt dat de uitgaven die voortvloeien uit de toepassing van § 2, ten bezware komen van de Nationale Kas voor Bediendenpensioenen.

Artikel 19 heeft dus tot gevolg dat de verzekerde opnieuw aanspraak heeft op de individuele rente over de periode tussen 1 juli 1957 en 31 december 1959, over welke periode het stelsel van de individuele kapitalisatie was losgelaten.

Een lid vraagt of iemand die blijft werken na de normale pensioengerechtigde leeftijd te hebben bereikt, de rente kan genieten en wat zijn positie zal zijn als hij werkelijk met rust- of overlevingspensioen gaat.

Il est répondu que la rente est liquidée inconditionnellement dès que les conditions légales sont remplies, c'est-à-dire dès qu'elle a atteint un certain âge et que, au moment où elle prend sa pension, il y a eu subrogation comme dans l'état actuel de la législation.

Adopté à l'unanimité.

Article 20.

L'article 20 consacre le maintien de la capitalisation individuelle mais modifie le mécanisme introduit par la loi du 22 février 1960 en ce sens qu'il prévoit l'octroi, non seulement d'une rente de retraite, mais également d'une rente de survie.

Cette opération a pour but d'assurer un meilleur équilibre financier dans le chef des organismes agréés et aussi d'apporter des ressources supplémentaires à la Caisse nationale des pensions pour employés qui, dans l'état actuel de la législation, avait la charge des rentes inconditionnelles de survie sans contrepartie financière.

Un commissaire demande si le barème de réduction prévu au § 2, dernière phrase, reprendra le barème actuellement existant.

Il est répondu par la négative étant donné que les opérations reposeront dorénavant sur deux têtes.

Un autre commissaire s'inquiète de savoir si la rente obtenue par la femme à l'âge de 60 ans a la même valeur nominale que la rente obtenue à 65 ans par les hommes, pour autant que les mêmes montants aient été versés.

Il est répondu par la négative. La rente de la femme est inférieure à celle qu'obtient l'homme. Cette différence s'explique d'une part par le fait que cette rente est accordée à l'âge de 60 ans, d'autre part, par la différence de longévité.

Adopté à l'unanimité.

Article 21.

L'article 21 tend à affecter à la constitution des rentes de retraites et de survie élaborées conformément au nouveau tarif, les réserves mathématiques afférentes aux versements effectués sous l'empire de la loi du 22 février 1960, pour autant que les droits correspondants n'aient pas pris cours au 1^{er} janvier 1962.

Adopté à l'unanimité.

Article 22.

L'article 22 confirme le maintien des droits acquis en ce qui concerne les bénéficiaires de la rente inconditionnelle de survie ayant pris cours avant le 1^{er} janvier 1962.

Adopté à l'unanimité.

Article 23.

L'article 23 concerne la liaison des montants et des limites prévus par le projet à l'indice 110 des prix de

Geantwoord wordt dat de rente onvoorwaardelijk wordt uitbetaald zodra de wettelijke eisen vervuld zijn d.w.z. zodra de betrokkene een bepaalde leeftijd heeft bereikt en er, op het ogenblik waarop hij met pensioen gaat, indeplaatsstelling is geweest zoals de huidige wetgeving bepaalt.

Met algemene stemmen aangenomen.

Artikel 20.

Artikel 20 bekrachtigt de handhaving van de individuele kapitalisatie maar wijzigt de regeling van de wet van 22 februari 1960 in die zin dat niet alleen een ouderdomsrente maar ook een overlevingsrente wordt verleend.

Deze bepaling heeft tot doel een beter financieel evenwicht tot stand te brengen bij de erkende instellingen en meer middelen te bezorgen aan de Nationale Kas voor Bediendenpensioenen die in de huidige stand van de wetgeving de onvoorwaardelijke overlevingsrenten dient te betalen zonder financiële tegenprestatie.

Een lid vraagt of het thans bestaande tarief zal worden overgenomen in het verminderd tarief bedoeld in § 2, 2^o lid, laatste volzin.

Hierop wordt ontkennend geantwoord omdat de verrichtingen voortaan over twee hoofden zullen geschieden.

Een lid vraagt of de rente die aan een vrouw op 60-jarige leeftijd wordt verleend, dezelfde nominale waarde zal hebben als de rente waarop de mannen op 65-jarige leeftijd aanspraak kunnen maken, indien dezelfde bedragen werden gestort.

Het antwoord luidt ontkennend. De rente voor de vrouw zal lager zijn dan die voor de man. Dit is het gevolg van het feit dat de rente voor de vrouw op 60-jarige leeftijd wordt verleend en de levensduur van vrouwen langer is.

Met algemene stemmen aangenomen.

Artikel 21.

Artikel 21 bepaalt dat de wiskundige reserves betreffende de stortingen die overeenkomstig de wet van 22 februari 1960 zijn verricht, aangewend zullen worden voor de vestiging van de ouderdoms- en overlevingsrenten overeenkomstig het nieuwe tarief, in zoverre de overeenkomstige rechten op 1 januari 1962 niet zijn ingegaan.

Met algemene stemmen aangenomen.

Artikel 22.

Artikel 22 bekrachtigt de handhaving van de verkregen rechten van degenen die een onvoorwaardelijke overlevingsrente genieten welke vóór 1 januari 1962 is ingegaan.

Met algemene stemmen aangenomen.

Artikel 23.

Artikel 23 bepaalt dat de in het ontwerp voorziene bedragen en de begrenzing ervan, gekoppeld wor-

détail, selon le mécanisme qui est prévu par la loi générale en matière de prestations sociales.

Adopté à l'unanimité.

Article 24.

Cet article :

a) règle la revision des pensions qui ont pris cours avant le 1^{er} janvier 1962;

Il est toutefois signalé que cette revision ne peut entraîner une réduction.

b) prévoit l'application des règles en vigueur avant le 1^{er} janvier 1962 aux travailleurs qui ont introduit leur demande avant le 1^{er} mars 1962.

A ces travailleurs sont garantis les avantages de l'ancienne législation complétée par les dispositions introduites par le présent projet pour les travailleurs qui étaient déjà à la pension avant le 1^{er} janvier 1962; il constitue en fait une clause de sauvegarde.

c) permet aux travailleurs qui, compte tenu de leur âge, auraient pu demander la pension avant le 1^{er} janvier 1962, de bénéficier des dispositions en vigueur avant cette date.

Il s'agit notamment des personnes qui ont continué à travailler au delà de l'âge normal de la pension.

d) attribue compétence aux commissions d'appel et à la Commission supérieure des pensions instituées sur base des dispositions antérieures pour connaître des litiges.

Adopté à l'unanimité.

Article 25.

Cet article institutionnalise le service qui a été créé en fait pour s'occuper des demandes des travailleurs qui ont eu une carrière mixte. Il ne s'agit pas de la création d'un nouveau parastatal, mais uniquement d'assurer l'unité de direction et de jurisprudence administrative qui faisait défaut jusqu'à présent en cette matière.

Un commissaire se réjouit de cette mesure parce qu'il estime qu'elle sera de nature à activer l'examen des demandes.

Un autre commissaire s'inquiète de savoir si aucun préjudice ne résultera de l'application de cet article pour les agents qui actuellement fonctionnent auprès du bureau des carrières mixtes.

Il est répondu par la négative à cette question, étant donné que ce texte n'a d'autre but que de légaliser un service de fait.

D'autres part, le Ministre fait observer que le service créé par cette disposition n'est pas englobé dans les services de la Caisse nationale des pensions pour

den aan indexcijfer 110 van de kleinhandelsprijzen, overeenkomstig het bepaalde in de algemene wet betreffende de sociale uitkeringen.

Met algemene stemmen aangenomen.

Artikel 24.

Dit artikel :

a) regelt de herziening van de pensioenen die vóór 1 januari 1962 zijn ingegaan.

Opmerking verdient dat deze herziening geen vermindering tot gevolg mag hebben.

b) bepaalt dat de regelen die vóór 1 januari 1962 van kracht waren, toegepast zullen worden op de werknemers die hun aanvraag vóór 1 maart 1962 hebben ingediend.

Deze werknemers zullen de voordelen genieten van de oude pensioenregeling aangevuld met de bepalingen waarin deze wet voorziet ten aanzien van de werknemers die reeds vóór 1 januari 1962 met pensioen waren; dit is feitelijk een vrijwaringsclausule.

c) maakt het mogelijk dat de werknemers die op grond van hun leeftijd vóór 1 januari 1962 een pensioen hadden kunnen aanvragen, het genot kunnen krijgen van de bepalingen die vóór die datum van kracht waren.

Het gaat hier om personen die zijn blijven arbeiden na de normale pensioengerechtigde leeftijd te hebben bereikt;

d) verleent aan de commissies van hoger beroep en aan de hoge pensioencommissie, ingesteld ter uitvoering van de vroegere bepalingen, bevoegdheid om kennis te nemen van de geschillen.

Met algemene stemmen aangenomen.

Artikel 25.

Dit artikel institutionaliseert de dienst die feitelijk reeds bestaat om de aanvragen te behandelen van de werknemers met een gemengde loopbaan. Het is niet de bedoeling een nieuwe parastatale instelling op te richten maar alleen de eenheid van leiding en van de administratieve rechtspraak te verzekeren die tot hier toe ontbrak.

Een lid keurt deze maatregel goed omdat het onderzoek van de aanvragen aldus zal worden bespoedigd.

Een lid vraagt of de toepassing van dit artikel geen nadeel zal berokkenen aan de ambtenaren die thans bij de dienst gemengde loopbanen werkzaam zijn.

Op deze vraag wordt ontkennend geantwoord omdat de tekst alleen tot doel heeft een feitelijk bestaande dienst op een wettelijke basis te gronden.

Voorts merkt de Minister op dat de bedoelde dienst niet ressorteert onder de Nationale Kas voor Bediendenpensioenen. De ambtenaren die in deze dienst

employés. Les agents qui fonctionnent à ce service ne deviendront pas des agents de parastatal, mais resteront attachés à leur administration d'origine et feront carrière au sein de cette administration.

Adopté à l'unanimité.

Article 26.

L'article 26 règle le financement du système. Il fixe la cotisation des travailleurs et des employeurs et la subvention de l'Etat.

Ce texte ne donne pas lieu à discussion et est adopté à l'unanimité.

Article 27.

L'article 27 concerne le préfinancement du secteur pensions pour ouvriers.

Les dispositions ont rencontré l'accord des partenaires sociaux et c'est à la demande des représentants des petites entreprises que les employeurs occupant moins de dix personnes ont été dispensés de contribuer à ce préfinancement.

Adopté à l'unanimité.

Article 28.

Cet article attribue à la Caisse nationale des pensions de retraite et de survie le droit d'émettre des emprunts pour le financement du secteur des pensions de retraite et de survie des ouvriers.

Il est rappelé que ce droit n'existait dans le cadre des lois coordonnées sur l'assurance vieillesse-décès, que dans le chef de la Caisse nationale des majorations. Comme il a été mis fin à l'activité de cette dernière, la Caisse nationale des pensions de retraite et de survie en a repris les obligations. Il était donc nécessaire de prévoir une disposition analogue en ce qui concerne la législation nouvelle.

Adopté à l'unanimité.

Articles 29, 30 et 31.

Les articles 29, 30 et 31 sont adoptés à l'unanimité.

Un commissaire s'inquiète toutefois de savoir quelle sera la situation des assurés libres.

Le Ministre fait connaître ses intentions de déposer dans un délai rapproché un projet de réforme d'ensemble de l'assurance libre.

* *

Au moment de passer au vote deux membres rappellent les réserves qu'ils ont exprimées à l'article 11, en ce qui concerne les mesures d'application qui seront prises en vertu de cet article. Aussi longtemps qu'ils ne disposeront pas de plus amples informations à ce sujet, ils ne peuvent se prononcer sur le projet.

werkzaam zijn, worden geen ambtenaren van die parastale instelling, maar blijven verbonden aan hun oorspronkelijke administratie waar zij hun loopbaan voortzetten.

Met algemene stemmen aangenomen.

Artikel 26.

Artikel 26 regelt de financiering van het stelsel. Het stelt de bijdrage van de werknemers en van de werkgevers vast en bepaalt de toelage van de Staat.

Dit artikel geeft geen aanleiding tot bespreking en wordt met algemene stemmen aangenomen.

Artikel 27.

Artikel 27 betreft de voorfinanciering van de sector arbeiderspensioenen.

De sociale partners hebben hun instemming met deze bepalingen betuigd en op verzoek van de vertegenwoordigers van de kleine ondernemingen zullen de werkgevers die minder dan tien personen te werk stellen, in de voorfinanciering niet moeten bijdragen.

Met algemene stemmen aangenomen.

Artikel 28.

Dit artikel verleent aan de Rijkskas voor Rust- en Overlevingspensioenen het recht om leningen uit te geven met het oog op de financiering van de sector van de rust- en overlevingspensioenen voor arbeiders.

In het kader van de gecoördineerde wetten op de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegtijdige dood bestond dit recht alleen voor de Nationale Kas voor rentetolagen. Aan de werkzaamheid van deze kas is een einde gemaakt en de Rijkskas voor Rust- en Overlevingspensioenen heeft haar verplichtingen overgenomen. Het was dan ook nodig in de nieuwe wet een soortgelijke bepaling op te nemen.

Met algemene stemmen aangenomen.

Artikelen 29, 30 en 31.

De artikelen 29, 30 en 31 worden met algemene stemmen aangenomen.

Een lid vraagt evenwel wat de positie van de vrij verzekerden zal zijn.

De Minister verklaart dat hij voornemens is eerlang een ontwerp tot algemene hervorming van de vrije verzekering in te dienen.

* *

Vooraleer het ontwerp in stemming wordt gebracht herinneren twee leden aan het voorbehoud dat zij bij artikel 11 hebben gemaakt nopens de uitvoeringsmaatregelen die op grond van dat artikel zullen worden genomen. Zolang zij hierover niet meer inlichtingen hebben, kunnen zij zich niet uitspreken.

Le projet est approuvé à l'unanimité des membres présents.

Le rapport est adopté à l'unanimité moins une abstention. Le membre qui s'abstient déclare que son vote ne vise nullement le rapport, qui reflète objectivement la discussion du projet. Il s'abstient afin d'avoir l'occasion de déclarer qu'il se serait abstenu sur l'ensemble du projet s'il avait pu être présent au moment du vote.

Le Rapporteur,
A. MOULIN.

Le Président,
Léon-Eli TROCLET.

Het ontwerp wordt door de aanwezige leden met algemene stemmen aangenomen.

Het verslag is, op een onthouding na, met algemene stemmen goedgekeurd. Het lid dat zich onthoudt verklaart dat zijn stemming geen betrekking heeft op het verslag, dat de bespreking objectief weergeeft. Hij onthoudt zich om de gelegenheid te hebben te verklaren dat hij zich over het geheel van het ontwerp zou hebben onthouden, indien hij op het ogenblik van de stemming aanwezig had kunnen zijn.

De Verslaggever,
A. MOULIN.

De Voorzitter,
Léon-Eli TROCLET.